0 6 02

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 20 août 1973, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut du personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones", a donné le 12 novembre 1973 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e augustus 1973 door de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie", heeft de 12e november 1973 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Premier et deuxième alinéas.

L'article 22 de la loi du 19 juillet 1930, qui est visé au premier alinéa, et l'arrêté royal du 11 octobre 1930, qui est visé au deuxième alinéa, concernent les pensions.

La matière des pensions est, en outre, réglée par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat, modifié par la loi du 28 avril 1958. Cet arrêté royal n° 117 est applicable à la Régie.

La mention, au premier alinéa, de l'article 22 de la loi du 19 juillet 1930 et le second alinéa ne sont justifiés que par l'article 104 du projet. Il apparaît, toutefois que cet article devrait être omis. La matière à laquelle il se rapporte est, en effet, réglée d'une façon plus complète par d'autres dispositions dont certaines ont force de loi.

Il est, dès lors, proposé d'omettre au premier alinéa, la mention de l'article 22 et de supprimer le second alinéa.

*

.../...

Le dernier alinéa du préambule devrait être rédigé comme suit :

"Sur la proposition de notre Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,".

En outre, et compte tenu de l'arrêté royal du 24 mars 1972 relatif aux Secrétaires d'Etat, l'arrêté en projet devra être contresigné par le Ministre des Communications.

*

* *

OBSERVATIONS GENERALES.

I. De nombreuses dispositions du projet délèguent au Ministre le pouvoir de réglementer certaines parties du statut des agents. La délégation donnée par le Roi au Ministre du pouvoir de prendre certaines mesures d'exécution d'une réglementation dont il fixe lui-même toutes les dispositions fondamentales est généralement admise (1). En ce qui concerne particulièrement le statut du personnel de la Régie, la délégation au Ministre est expressément autorisée par l'article 21, § 2, de la loi du 19 juillet 1930, modifié par l'arrêté royal n° 91, du 11 novembre 1967. Aux termes du premier alinéa de

.../...

(1) Voy. notamment Cass. 3 mai 1921, Pasic. 1921. I, 362 Cass. 13 mai 1935, Pasic. 1935, I, 246 - Conseil d'Etat 11 septembre 1959, Union nationale des opticiens de Belgique, n° 7211.

cette disposition, le statut du personnel est fixé par le Roi sur proposition du Ministre qui gère la Régie et de l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions; l'accord du Ministre des Finances étant, en outre, requis pour la fixation du statut pécuniaire.

L'alinéa 2 dispose que "les règlements d'exécution à prendre dans le cadre de ce statut sont arrêtés par le Ministre". Les pouvoirs du Ministre sont donc limités à l'exécution des règles statutaires préalablement arrêtées par le Roi et il n'est pas permis au Roi de charger le Ministre d'établir une partie du statut dont Il n'aurait pas arrêté au préalable les règles essentielles. Il est d'autant moins permis d'interpréter largement les pouvoirs réglementaires du Ministre que les règlements pris par arrêté ministériel échappent au contrôle du Ministre de la Fonction publique et éventuellement à celui du Ministre des Finances, alors que le législateur a voulu que l'établissement du statut du personnel de la Régie soit soumis à pareil contrôle.

Ainsi qu'il sera indiqué à l'occasion de l'examen des articles, certaines des délégations prévues par le projet excèdent par leur objet la limite des pouvoirs d'exécution dont le Roi peut charger le Ministre.

.../...

II. Certaines des propositions formulées ci-dessous impliquent une modification du numérotage des articles du projet. Dans les articles pour lesquels il a proposé une nouvelle rédaction, le Conseil d'Etat s'est référé à ce nouveau numérotage. Par contre, les observations renvoient aux numéros des articles du projet. Les références contenues dans les articles pour lesquels le Conseil d'Etat n'a pas proposé une nouvelle rédaction n'ont pas été adaptées.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 2.

Dans le texte français de l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "accession" par le mot "accès".

L'alinéa 3 ne constitue qu'un statut partiel des agents temporaires qui devra être complété par d'autres dispositions réglementaires. Il est proposé de remplacer les mots "dont le lien de service n'est pas de nature contractuelle" par "soumis à un régime de nature réglementaire".

Le quatrième alinéa ne doit pas être compris comme autorisant la Régie, dont le personnel est régi par un statut de droit public, à substituer à ce statut des engagements sous le régime du contrat de louage de travail.

.../...

Ce n'est que dans la mesure où l'engagement d'agents contractuels est compatible avec la situation réglementaire du personnel que la Régie pourra engager des agents sous le régime du contrat de louage de travail. Dans l'avis précédant l'arrêté royal du 14 février 1961, fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, le Conseil d'Etat a fait l'observation suivante :

"L'article 11 de la loi du 16 mars 1954 dispose que "le Roi fixe le cadre et le statut du personnel ..." Même si on déduit de cette disposition qu'elle ne se borne pas à habiliter le Roi à déterminer le régime juridique applicable au personnel, mais qu'elle l'oblige à la placer dans une situation réglementaire, cette conséquence ne vaut que pour les agents destinés à occuper des emplois permanents. L'article 11 de la loi du 16 mars 1954 n'interdit pas à des organismes d'intérêt public -auxquels la personnalité civile a été accordée, notamment pour leur permettre de recourir à des procédés de droit privé- d'engager, par voie de contrat, des personnes qui leur apporteront leur concours mais qui, recrutées pour une durée limitée et pour accomplir des travaux extraordinaires, peuvent être considérées comme ne faisant pas partie du personnel de l'organisme visé à l'article 11 (Conseil d'Etat, arrêt n° 7526, du 8 janvier 1960)" (Pasin. 1961, p. 150).

.../...

Le Ministre ne pourra faire usage des pouvoirs qui lui sont conférés par l'alinéa 4 que dans la mesure où les dispositions qu'il mettra en vigueur seront compatibles tant avec la législation relative au contrat de louage de travail qu'avec les dispositions convenues entre parties.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 4 de la façon suivante :

"Le Ministre peut rendre applicables certaines dispositions de ces titres au personnel qui est engagé en vertu d'un contrat de louage de travail".

Article 3.

§ 1er, alinéa 2.

Il est proposé de remplacer les mots "selon la qualification générale du grade considéré" par les mots "selon la qualification générale qui est exigée pour ce grade".

§ 1er, alinéa 5.

Le texte de cet alinéa devrait s'écrire de la façon suivante :

"Chaque rang est désigné par un nombre de deux chiffres. Le chiffre de gauche indique le niveau; celui de droite situe le rang dans son niveau".

.../...

Article 4.

La notion de fonctionnaire général n'étant pas définie par le statut, devrait être précisée. La rédaction suivante est proposée avec l'accord du délégué du Ministre :

"Article 4.-

Les agents sont nommés par le Ministre.

Toutefois, le Ministre peut confier le pouvoir de nommer les agents des niveaux, 2,3 et 4 à l'administrateur général. Il peut, en outre, confier le pouvoir de nommer les agents des niveaux 3 et 4 à des fonctionnaires du rang 16".

Article 5.

La disposition du 3°, qui permet au Ministre de ne pas imposer un concours de recrutement en cas de pénurie de candidats, pourrait donner lieu à des difficultés.

On pourrait, en effet, se demander si cette disposition confie au Ministre un pouvoir d'appréciation discrétionnaire ou si, au contraire, la décision ministérielle de procéder à un recrutement sans organiser

.../...

un concours doit se fonder sur des éléments objectifs établissant la pénurie de candidats. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que c'est la seconde interprétation qui correspond aux intentions du Gouvernement.

Il est, dès lors, proposé de rédiger l'article 5 de la façon suivante :

"Article 5.-

Ne peuvent être nommés agents que les candidats :

1° qui satisfont aux conditions générales d'admissibilité prescrites à l'article 6;

2° qui possèdent pour les fonctions à conférer les aptitudes physiques que le Ministre détermine;

3° qui se sont classés en ordre utile à un concours de recrutement. Lorsque les lauréats d'un concours ne sont pas en nombre suffisant pour que soient attribués tous les emplois vacants, le Ministre peut décider de procéder aux autres nominations sans nouveau concours".

Article 6.

§ 1er. Il est proposé de rédiger le liminaire du § 1er de cet article en ces termes :

.../...

"Les conditions générales d'admissibilité aux emplois sont fixées comme suit :".

5°. La limite d'âge est fixée à 35 ans et la dispense n'est accordée par le paragraphe 2 qu'aux agents qui sont déjà en service à la Régie, alors qu'à l'Etat la limite d'âge est fixée à 50 ans (article 16 du statut, modifié par l'arrêté royal du 13 septembre 1972 - Moniteur belge du 19 septembre 1972) et que la dispense est beaucoup plus large (article 16bis).

Le projet a été rédigé avant que ne soit connue la modification apportée au statut des agents de l'Etat par arrêté royal du 13 septembre 1972. Ainsi que le reconnaît le délégué du Ministre, le problème de la limite d'âge devra être réexaminé par le Gouvernement en tenant compte de la mesure qui a été prise pour le recrutement des agents de l'Etat.

6°. Il va de soi, et il n'est donc pas nécessaire de dire que le diplôme ou le certificat d'études doit avoir été "régulièrement délivré". Ces mots peuvent donc être omis. Il paraît, par contre, utile de confier expressément au Ministre le pouvoir de déterminer les diplômes ou certificats qui sont requis pour certains emplois.

La rédaction suivante est proposée. Cette rédaction ajoute au paragraphe 1er un second alinéa.

.../...

"6° pour certains emplois, être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études en rapport avec le grade à conférer.

Le Ministre détermine les diplômes ou certificats d'études qui sont requis pour certains emplois".

§ 2. Si l'on se réfère à l'article 2, on doit interpréter ce paragraphe comme ne se rapportant qu'aux agents définitifs et aux agents nommés à l'essai. Ce sont, en effet, uniquement ceux-ci qui sont soumis à l'ensemble du statut, les agents temporaires ou contractuels n'étant soumis qu'à certaines parties du statut.

Or, l'article 16bis du statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 13 septembre 1972, fait bénéficier le personnel temporaire de la dispense de la condition d'âge.

Le projet devrait être modifié en vue d'assurer au personnel temporaire de la Régie les mêmes avantages que ceux qui sont accordés au personnel temporaire de l'Etat.

Article 7.

Dans le texte français, les mots "des emplois" devraient être remplacés par les mots "les emplois".

.../...

Article 8.

Aux termes du § 1er, "Le programme des concours est déterminé par le Ministre compte tenu de la nature des emplois à conférer".

Les mots "compte tenu de la nature des emplois à conférer" sont superflus car il est de la nature des choses qu'un concours ne puisse avoir d'autre objet que de vérifier l'aptitude des candidats par rapport à chaque fonction.

En tenant compte d'un amendement introduit par le fonctionnaire délégué, ce paragraphe pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Le programme des concours est déterminé par le Ministre qui peut déléguer ce pouvoir à l'administrateur général pour les grades des niveaux 2, 3 et 4".

§ 2, alinéa 2.

L'appel aux candidats est une formalité très importante dont l'irrégularité éventuelle risque d'entraîner l'annulation des nominations.

.../...

Il convient donc d'établir avec précision quelles sont, à cet égard, les obligations de l'autorité. Or, le projet manque de précision, d'une part, en ne disant pas où doit avoir lieu l'affichage et, d'autre part, en permettant de remplacer l'affichage par un autre moyen de publication que le projet ne précise d'aucune façon.

Il est proposé :

1° de charger le Ministre ou son délégué de préciser les endroits où doit avoir lieu l'affichage, cette formalité étant obligatoire dans tous les cas;

2° de faire des autres moyens de publicité des modalités facultatives qui s'ajouteraient au mode de publication obligatoire, comme le fait l'article 22 du statut des agents de l'Etat.

Si le Gouvernement se rallie à cette proposition, le deuxième alinéa pourrait être rédigé de la façon suivante :

"L'époque, le lieu et les conditions des concours sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage pendant un délai de quinze jours au moins. Le Ministre ou son délégué détermine les modalités de cet affichage et, le cas échéant, tout autre moyen de publicité qu'il estimerait adéquat".

.../...

Article 9.

A la phrase liminaire de l'article 9, il est proposé de remplacer le mot "connaissances" par les mots "connaissances et capacités".

En ce qui concerne les conditions qui sont requises du président du jury, l'article 9, alinéa 2, 1°, exige qu'il soit fonctionnaire, mais le grade qu'il doit posséder n'est indiqué que de façon fort imprécise par les mots "compte tenu de l'importance du grade à conférer". Il y aurait lieu de préciser cette règle en indiquant, selon le niveau du grade à conférer, quel doit être le rang du fonctionnaire désigné comme membre du jury.

Il est inutile de préciser que le président a voix délibérative, puisqu'il est membre du jury.

La rédaction suivante est proposée pour le 1° :

"1° un président désigné parmi les agents de la Régie. Celui-ci doit, pour le recrutement au niveau 1, être titulaire d'un grade du rang ... ou d'un rang plus élevé. Pour les recrutements aux niveaux 2, 3 ou 4, il doit être titulaire d'un grade du rang ... ou d'un rang plus élevé".

.../...

Pour fixer le nombre des assesseurs, l'article 9, alinéa 2, 2°, se réfère à une notion de "branche du concours" qui est imprécise et pourrait donner lieu à des difficultés d'application, sauf si les programmes des épreuves spécifiaient toujours clairement quelles sont les branches du concours.

L'article 9, alinéa 2, 2°, ne fixe aucune condition de capacité pour la désignation des assesseurs. Le Ministre ou son délégué peut choisir ceux-ci librement, soit parmi les agents de la Régie, soit en dehors de ceux-ci. Il y aurait lieu d'indiquer certaines règles de capacité requises des assesseurs, en se référant, soit à la possession d'un diplôme ou d'un certificat, soit à la possession d'un grade déterminé dans une administration de la Régie, de l'Etat ou dans l'enseignement.

Selon le délégué du Ministre, les assesseurs sont choisis parmi les agents de la Régie ou parmi les membres du personnel enseignant.

En tenant compte des observations qui précèdent, la rédaction suivante est proposée pour le 2° :

.../...

"2° quatre assesseurs au moins, choisis parmi les agents de la Régie ou les membres du personnel enseignant. Des assesseurs suppléants peuvent être désignés en vue de remplacer les assesseurs absents ou empêchés".

Article 10.

Cet article reproduit l'article 11 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, mais n'a pas été adapté aux dispositions du présent projet qui diffèrent de celles de cet arrêté royal.

Le Conseil d'Etat propose la suppression de cet article.

En effet, l'article 9, 2°, du projet détermine la qualification requise des membres des jurys d'une façon suffisamment large pour qu'il ne soit pas nécessaire de prévoir la possibilité d'y déroger.

Article 11 (devenant l'article 10).

Le § 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"§ 1er. Les participants sont informés du résultat qu'ils ont obtenu dans chaque épreuve; les lauréats sont, en outre, informés de leur classement".

§ 2. Ce texte, qui doit etre comparé à l'article 18, § 2, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, règle le cas des lauréats d'un concours de recrutement avec enjeu, qui ne sont pas classés en ordre utile. Il omet de déterminer la durée de la réserve de recrutement, en cas de concours sans enjeu, hypothèse expressément prévue à l'article 8, § 2.

Les mots "pourront, si nécessaire, être appelés en service" font croire que l'autorité n'aurait pas l'obligation de faire appel aux candidats qui se trouvent dans la réserve de recrutement. Or, normalement, l'autorité qui a annoncé un concours en vue de la constitution d'une réserve de recrutement de candidats est tenue de faire appel à ceux qui se trouvent dans cette réserve avant d'organiser un nouveau concours de recrutement.

Compte tenu des observations qui précèdent la rédaction suivante est proposée pour le § 2 :

"§ 2. Les lauréats d'un concours avec enjeu qui ne se sont pas classés en ordre utile pour obtenir un des emplois mis en compétition, ainsi que les lauréats d'un concours sans enjeu sont appelés en service dans l'ordre déterminé à l'article 11 si, dans le délai de trois ans à partir de la date d'approbation du procès-verbal du concours, un emploi correspondant au grade pour lequel ils ont concouru est vacant".

.../...

La rédaction suivante est proposée pour le § 3 :

"§ 3. En cas de nomination, les résultats que l'agent a obtenus dans chaque épreuve, ainsi que son classement, figurent à son dossier individuel".

*

Dans le texte français de l'intitulé du chapitre II, le mot "fonctions" pourrait être écrit au singulier.

*

Article 12 (devenant l'article 11).

Il résulte du troisième alinéa que celui dont l'entrée en fonction est retardée par un empêchement légal a le droit d'entrer en fonction dès que cet empêchement prend fin, même si à ce moment le délai de validité de la réserve de recrutement a pris fin.

La rédaction suivante est proposée pour cet alinéa :

.../...

"Lorsque l'entrée en fonction d'un candidat est retardée en raison d'un empêchement légal, le classement n'est pas modifié et l'entrée en fonction a lieu dès que cet empêchement prend fin. Ce candidat prend rang à la date du recrutement de celui qui était classé immédiatement après lui. Le candidat qui, pour toute autre raison, n'a pas répondu à l'appel en service, ne peut obtenir un emploi que si une vacance se produit avant l'expiration du délai de validité du concours".

Article 13 (devenant l'article 12).

La disposition qui confie à l'administrateur général ou au chef du département du personnel le pouvoir de désigner le fonctionnaire qui recevra le serment est critiquable.

Les agents de la Régie sont tous chargés "d'un service public". Le décret du 20 juillet 1831 sur le serment leur est donc applicable de plein droit. Aux termes de l'article 3 de ce décret, il appartient au législateur de désigner l'autorité compétente pour recevoir le serment; c'est seulement à l'effet de "suppléer au silence (des) lois" que le Roi a compétence pour faire cette désignation (Cass. 20 octobre 1868, Pas. 1869, I, 238; Conseil d'Etat, arrêt n° 6371, du 20 juin 1958).

.../...

Le serment constituant un acte d'allégeance à l'égard de l'Etat belge, c'est à un organe de l'Etat qu'il appartient de désigner, par voie de disposition générale, les fonctionnaires chargés de recevoir le serment des agents de la Régie.

La rédaction suivante est, dès lors, proposée pour le deuxième alinéa :

"Les agents du niveau 1 prêtent serment entre les mains de l'administrateur général ou du fonctionnaire désigné par le Ministre. Les agents des niveaux 2, 3 ou 4 prêtent serment entre les mains du chef du département du personnel ou du fonctionnaire désigné par le Ministre".

Article 16 (devenant l'article 15).

A l'alinéa 1er, il est proposé de remplacer les mots "le chef compétent" par les mots "le supérieur compétent".

Au 3° du second alinéa, le mot "saura" devrait être remplacé par le mot "pourra".

.../...

Le texte suivant est proposé pour le 4° du même alinéa :

"4° à la réintégration dans l'ancien grade pour les agents qui, avant d'être nommés à l'essai, occupaient déjà un autre emploi à la Régie".

Article 17 (devenant l'article 16).

Les mots "aux points 2, 3 et 4 de l'article 16" doivent être remplacés par "à l'article 15, alinéa 2, 2°, 3° et 4°".

Article 18 (devenant l'article 17).

La seconde phrase de l'article 18 serait mieux rédigée comme suit :

"Les agents à l'essai, licenciés en vertu des articles 15 et 19 ont droit à un préavis de trois mois. Durant cette période, ils sont régis par les dipositions applicables au personnel temporaire, en ce qui concerne l'absence du travail pour la recherche d'un nouvel emploi, les congés et le périodicité du paiement de la rémunération".

.../...

Article 19 (devenant l'article 18).

Le deuxième alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Ne peuvent participer à l'examen d'admission définitive que les agents à l'essai qui, selon la décision de l'autorité désignée à l'article 14, ont donné satisfaction".

L'application des articles 8 à 11 prévue par le troisième alinéa, ne pourra être qu'analogique parce que ces articles concernent des concours et non pas des examens. La référence aux articles 8 à 11 devrait être remplacée par une référence aux articles 8 à 10.

Article 21 (devenant l'article 20).

Cet article se réfère à des critères objectifs pour le classement des agents. Toutefois, aux termes du dernier alinéa "lorsque la nature des fonctions le justifie, le Ministre peut fixer des modalités spéciales de classement". Cet alinéa permet au Ministre d'écarter complètement l'application des règles arrêtées par le Roi, ce pouvoir n'étant limité que par l'obligation qui est faite au Ministre de justifier les mesures qu'il prend par des considérations relatives à la nature des fonctions.

.../...

La rédaction de cet alinéa ne correspond pas aux intentions du Gouvernement. Le délégué du Ministre déclare que cet alinéa ne vise que des cas exceptionnels et donne, comme exemple, les ingénieurs qui sont parfois recrutés à la suite d'épreuves sommaires et qui suivent ensuite des cours de perfectionnement. Dans ce cas, il est souhaitable d'attacher plus d'importance au résultat de l'examen d'admission définitive qu'au résultat de l'épreuve de recrutement.

Il convient de faire apparaître dans la rédaction du dernier alinéa que les pouvoirs qui sont donnés au Ministre sont limités. A cette fin, il est proposé de rédiger le texte comme suit :

"Lorsque la nature des fonctions le justifie, le Ministre peut fixer des modalités spéciales de classement qui se fondent en ordre principal sur les résultats de l'examen d'admission définitive".

Articles 22 à 26 (devenant les articles 21 à 25).

Ces articles, qui sont relatifs aux devoirs des agents, reproduisent certaines dipositions des articles 7 à 12 du statut des agents de l'Etat. Ils omettent cependant de reproduire certaines dispositions de ce statut et notamment :

.../...

- l'article 7, alinéa 3, qui interdit aux agents de suspendre l'excercice de leurs fonctions sans autorisation préalable;
- l'article 9, alinéa 1er, qui interdit les activités qui sont en opposition avec la Constitution et les lois qui poursuivent la destruction de l'indépendance du pays ou mettent en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité;
- l'article 10 qui interdit les dons, gratifications ou avantages quelconques qui seraient accordés aux agents en raison de leurs fonctions.

Article 27 (devenant l'article 26).

La rédaction suivante est proposée :

"Le Ministre arrête le règlement d'exécution du présent titre".

Article 28.

L'alinéa premier reproduit l'article 49 du statut des agents de l'Etat, qui a été rédigé avant les modifications apportées aux droits et devoirs respectifs

.../...

des époux par la loi du 30 avril 1958 qui a notamment modifié l'article 215 du Code civil, en supprimant pour la femme mariée l'obligation d'obtenir une autorisation maritale ou de justice pour exercer une profession.

Il est généralement admis qu'en tant qu'il déclare incompatible avec la qualité d'agent, l'exercice par le conjoint d'une occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci, l'article 49 du statut des agents de l'Etat trouve un fondement dans l'article premier, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935, relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics, disposition quia valeur législative, qui n'a pas été abrogée expressément par la loi du 30 avril 1958 et dont l'application n'est pas nécessairement inconciliable avec cette loi. On a, en effet, soutenu qu'une disposition qui établit une incompatibilité entre la fonction publique exercée par un des conjoints et la profession de l'autre, n'empêche pas les époux de choisir librement leur profession, mais autorise l'administration à prendre des mesures d'ordre à l'égard de son agent, si le conjoint de celui-ci a choisi une profession qui, en raison des règlements administratifs, est incompatible avec la fonction publique qu'il exerce (voyez notamment G. Baeteman et J.P. Lauwers. Devoirs et droits des époux, p. 227).

.../...

Si l'on parvient à concilier ces deux dispositions, il faut cependant reconnaître que l'article 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935, qui autorise le Roi à établir des incompatibilités entre la fonction exercée par l'agent et la profession de son conjoint, et qui a été établi à l'époque où l'activité professionnelle de la femme mariée était soumise à autorisation, n'est plus en harmonie avec l'article 215 nouveau du Code civil qui, tenant compte de l'évolution des idées, a établi le principe de la liberté professionnelle des conjoints.

Cette constatation doit entraîner plusieurs conséquences. La première est que le Gouvernement devrait inviter le Parlement à se prononcer sur la question et à modifier l'arrêté royal n° 87, soit en abrogeant l'article 1er, alinéa 3, et en supprimant toute incompatibilité entre la fonction publique exercée par un conjoint et la profession de l'autre, soit en substituant à cet alinéa une disposition plus précise qui indiquerait nettement les limites de l'incompatibilité que -compte tenu de l'article 215 nouveau du Code civil- le législateur entend maintenir.

La seconde conséquence est que la disposition de l'article 49 du statut des agents de l'Etat doit actuellement faire l'objet d'une interprétation restrictive, dans la mesure où elle concerne le conjoint. Ce n'est que dans les cas où l'activité du conjoint serait manifestement contraire à la dignité de la fonction que l'incompatibilité pourrait être admise.

.../...

La troisième conséquence est que, sauf s'il est établi que le conjoint est une personne interposée, l'exercice par celui-ci d'une occupation considérée comme incompatible avec la qualité d'agent ne peut -en raison du principe général de la liberté professionnelle des époux, consacré par l'article 215 du Code civil- être considéré comme une faute personnelle de l'agent pouvant être sanctionnée par une peine disciplinaire. Seule une mesure qui n'a pas de caractère disciplinaire -comme par exemple la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service- pourrait être envisagée dans ce cas.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il est opportun d'adopter pour le personnel de la Régie un régime semblable à celui de l'article 49 du statut des agents de l'Etat ou si, au contraire, en raison des critiques auxquelles ce régime donne lieu, il est préférable de n'établir aucune incompatibilité entre la fonction de l'agent et la profession de son conjoint.

Dans cette seconde hypothèse, il y aurait lieu de supprimer au premier alinéa les mots "par son conjoint". Cette modification doit entraîner la suppression du second aliné . Certes, en vue de l'établissement des retenues à opérer sur les traitements à titre de précompte professionnel, il est utile que les agents informent la Régie de l'exercice par leur conjoint d'une activité professionnelle. Il suffit, toutefois, que cette obligation

.../...

soit rappelée aux agents par une circulaire d'ordre intérieur, mais en l'énonçant dans le titre consacré aux incompatibilités, on risque de faire croire à l'existence de certaines incompatibilités entre la profession exercée par l'agent et celle qu'exerce son conjoint.

Pour l'application de l'article du projet relatif aux incompatibilités, il y aura lieu de tenir compte de l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935 relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics qui est applicable à la Régie.

Article 29.

Ainsi que le délégué du Ministre en convient, cette disposition devrait figurer au Titre III, où elle serait alors comparable à l'article 13 du statut des agents de l'Etat.

Dans ce cas, il y aurait lieu d'adapter en conséquence le numérotage des articles.

.../...

Article 30 (devenant l'article 29).

Il y aurait lieu de préciser, dans l'arrêté royal et non dans l'arrêté ministériel prévu par l'article 27 du projet, la durée que peuvent atteindre au maximum les peines énoncées aux 4°, 5°, 6° et 7°.

Le mot "rétrogradation" convient mieux que le mot "dégradation" pour désigner la peine prévue aux 6° et 8°, étant donné que cette peine ne prive pas l'agent de tout grade, mais le fait reculer dans la hiéarchie. En précisant que cette peine est prononcée "pour une période illimitée", le projet introduit un élément d'insécurité. Normalement une rétrogradation est, sauf révision, une mesure définitive, mais elle n'empêche pas l'agent de retrouver son ancien grade en obtenant une promotion conforme aux règles statutaires.

Compte tenu des observations qui précèdent, la rédaction suivante est proposée :

"Article 29.-

Les peines sont :

1° le rappel à l'ordre;

2° la réprimande;

3° la réprimande sévère;

.../...

4° le retard dans l'avancement, dont la durée ne peut excéder ...;

5° la suspension disciplinaire de courte durée, qui ne peut excéder ...;

6° la rétrogradation temporaire, dont la durée ne peut excéder ...;

7° la suspension disciplinaire, dont la durée ne peut excéder ...;

8° la rétrogradation;

9° la démission disciplinaire;

10° la révocation".

Article 31 (devenant l'article 30).

La notion de proposition provisoire de peine est empruntée à l'article 78 du statut des agents de l'Etat, qui distingue la proposition à titre provisoire par le supérieur hiérarchique immédiat et la proposition définitive par le conseil de direction. Le projet ne prévoyant pas une proposition définitive de peine, il n'y a pas lieu de qualifier de provisoire la proposition faite par le supérieur immédiat. Il convient donc de supprimer au deuxième alinéa, les mots "à titre provisoire".

.../...

En outre, il est proposé de remplacer dans cet article le mot "chef" par le mot "supérieur".

Article 34 (devenant l'article 33).

Le second alinéa règle la solution définitive de la suspension dans l'intérêt du service, lorsque cette mesure est suivie d'une peine disciplinaire. En permettant d'infliger deux peines pour les mêmes faits lorsque l'agent a fait l'objet d'une suspension dans l'intérêt du service, le projet soumet les agents de la Régie à un régime moins favorable que celui qui est applicable aux agents de l'Etat et qui est déterminé par l'arrêté royal du 1er juin 1964, relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service. Le projet méconnait ainsi le principe consacré par l'article 21 de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, qui assure au personnel de cette Régie un statut aussi favorable que celui auquel sont soumis les agents de l'Etat.

Il convient donc de supprimer le second alinéa et de régler la solution définitive de la suspension dans l'intérêt du service dans les dispositions relatives à cette suspension (article 93 du projet).

.../...

Article 36(devenant l'article 35).

Cet article charge le Ministre de déterminer les cas et les modalités de la révision et de la prescription des peines. La délégation du pouvoir réglementaire qui est ainsi donnée au Ministre excède la notion de règlement d'exécution à prendre dans le cadre du statut au sens de l'article 21, § 2, de la loi du 19 juillet 1930. Ces questions devraient donc être réglées par le Roi.

Dans l'intention du Gouvernement, il ne s'agit pas de la prescription des peines, mais de la prescription de l'action disciplinaire et de la radiation des peines.

A défaut de régler ces questions dans l'arrêté en projet, la rédaction suivante pourrait être adoptée :

"La révision des peines à la demande de l'agent et leur radiation ont lieu dans les cas et suivant le mode à déterminer par Nous. L'action disciplinaire se prescrit dans les conditions à déterminer par Nous".

.../...

Article 37 (devenant l'article 36).

La rédaction suivante est proposée :

"Le Ministre arrête le règlement d'exécution du présent titre".

Articles 38et 39 (devenant l'article 37).

La disposition qui figure à l'article 39 devrait faire l'objet d'un alinéa 2 de l'article 38.

Article 40 (devenant l'article 38).

Le texte suivant est proposé :

"Article 40.-

Les agents sont signalés par les mentions "bon" et "insuffisant".

Article 43 (devenant l'article 41).

Cette disposition, telle qu'elle est rédigée, permettrait à l'agent de demander à tout moment la révision de son signalement. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement. Il convient donc de compléter le projet par une disposition déterminant les cas qui peuvent justifier une demande de révision du signalement ou, si le Gouvernement ne veut pas retarder l'entrée en vigueur de l'arrêté

.../...

en projet, de prévoir que cette question fera l'objet d'un arrêté royal ultérieur. Pour cette dernière hypothèse, la rédaction suivante est proposée :

"Article 41.-

L'agent qui conteste le signalement qui lui est attribué peut introduire un recours auprès de la chambre de recours.

Dans les conditions déterminées par Nous, l'agent peut introduire devant la chambre de recours une demande en révision de son signalement".

Article 44 (devenant l'article 42).

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 42.-

Le Ministre arrête le règlement d'exécution du présent titre".

Article 47 (devenant l'article 45).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 45.-

Chaque section de la chambre de recours comprend :

.../...

a) un président, magistrat, nommé par le Ministre;
b) dix assesseurs choisis parmi les agents définitifs, en activité de service, âgés de 35 ans au moins et comptant 15 ans de bons services. Ils sont désignés pour moitié par le Ministre et pour l'autre moitié par les organisations syndicales proportionnellement à leur représentation au comité de consultation syndicale de la Régie. Les désignations faites par les organisations syndicales sont soumises à l'approbation du Ministre.
c) un greffier-rapporteur désigné par le Ministre. Il n'a pas voix délibérative.
d) des suppléants, à savoir, un président, des assesseurs et un greffier-rapporteur, désignés de la même façon que les membres effectifs".

Article 49 (devenant l'article 47).

En exigeant la présence de six assesseurs, le projet rend impossible la composition d'une chambre de recours en cas de recours introduit par un des fonctionnaires les plus élevés en grade.

Afin de rencontrer cette éventualité, le projet pourrait être complété par un alinéa rédigé de la façon suivante :

"Lorsqu'il est impossible de réunir le nombre requis de fonctionnaires de la Régie, les assesseurs temporaires peuvent être choisis parmi les fonctionnaires des administrations de l'Etat ou d'autres organismes d'intérêt public".

.../...

Article 52 (devenant l'article 50).

Pour couvrir toutes les hypothèses qui peuvent se présenter il est proposé de rédiger en ces termes l'article 50 :

"Article 50.-

Lorsque l'avis de la chambre de recours est favorable au requérant, cet avis est, dans tous les cas, suivi d'une décision prise par le Ministre qui notifie celle-ci à la chambre de recours et motive toute décision non conforme à l'avis.

Lorsque l'avis de la chambre de recours est défavorable au requérant et que le recours était introduit contre une décision, cet avis implique le maintien de la décision contestée.

Lorsque l'avis de la chambre de recours est défavorable au requérant et que le recours était introduit contre une proposition, cet avis est suivi d'une décision de l'autorité désignée par les dispositions statutaires pour prendre une décision en la matière".

*

Par souci de concordance, il est proposé de compléter le dernier alinéa de l'article 31 du projet par les mots : "... est prise par le Ministre, conformément à l'article 50".

*

.../...

Article 54 (devenant l'article 52).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 52.-

Le Ministre arrête le règlement d'exécution du présent titre, notamment les règles complémentaires relatives à la composition de la chambre de recours ainsi que les règles de procédure".

Article 55 (devenant l'article 53).

Le Roi étant compétent pour fixer le statut du personnel, c'est à Lui qu'il appartient de déterminer la composition du conseil d'administration, dans la mesure du moins où ce conseil est investi de compétences dans les affaires relatives au personnel.

Par ailleurs, la composition du conseil d'administration est une garantie pour les agents et, par conséquent, le principe général rappelé plus haut est applicable. Cette composition doit assurer aux agents des avantages et des garanties équivalents à ceux dont bénéficient les agents de l'Etat.

Le projet doit donc être complété par une disposition déterminant la composition du conseil d'administration.

.../...

Il est proposé de rédiger comme suit l'intitulé du Titre IX "De la carrière".

*

Article 58 (devenant l'article 56).

La fin du premier alinéa devrait s'écrire de la façon suivante : "... en cas de vacance d'un emploi permanent du grade à conférer".

*

Dans l'intitulé du chapitre II, la référence à l'article 58 doit être remplacée par une référence à l'article 56.

*

Article 61 (devenant l'article 59).

Le pouvoir de nomination étant attribué au Ministre par l'article 4 du projet, les mots "par le Ministre" peuvent être omis.

Par ailleurs les mots "titulaires d'un grade" sont inutiles et peuvent être omis. Cette observation vaut aussi pour les articles suivants.

.../...

Article 62 (devenant l'article 60).

L'intention du Gouvernement n'est nullement de défavoriser les agents du rang 15 qui n'auraient pas trois ans d'ancienneté dans ce rang, mais qui auraient plus de trois ans d'ancienneté dans les rangs 15 et 14 cumulés. La nouvelle rédaction proposée plus loin pour l'article 79, § 2, alinéa 1er, lève tout doute à cet égard.

Compte tenu de cette observation, le texte ci-après est proposé :

"Article 60.-

La promotion aux grades du rang 16 se fait au choix parmi les agents des rangs 15 et 14 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans et ceux du rang 13 qui comptent une ancienneté de grade de six ans".

Article 63 (devenant l'article 61).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 61.-

La promotion aux grades du rang 15 se fait au choix parmi les agents du rang 14, ainsi que parmi les agents du rang 13 pour autant que ces derniers comptent une ancienneté de grade de trois ans".

.../...

Article 64 (devenant l'article 62).

Le texte suivant est proposé :

"Article 62.-

La promotion aux grades du rang 14 se fait au choix parmi les agents du rang 13 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans".

Article 65 (devenant l'article 63).

Le projet prévoit à la fois, une décision motivée dispensant des conditions de nomination et la motivation de l'arrêté de nomination. Il en résulte que la dispense des conditions de nomination devra faire l'objet d'une décision ministérielle distincte de l'arrêté de nomination et préalable à celui-ci. Il y aura donc lieu de tenir compte de cette décision ministérielle assouplissant les conditions de nomination lors de l'appel aux candidats et de l'examen des candidatures prévus à l'article 71 (devenant l'article 69). Le délégué du Ministre a confirmé cette interprétation.

Le texte suivant est proposé :

"Article 63.-

En raison de circonstances particulières, le Ministre peut, par décision motivée prise après avis

.../...

du conseil d'administration, dispenser des conditions d'ancienneté de grade prévues par les articles 60 à 62 pour la promotion à des emplois des rangs 16, 15 et 14.

L'arrêté de nomination fait mention de ces circonstances particulières".

Article 66 (devenant l'article 64).

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 64.-
La promotion aux grades du rang 13 se fait au choix parmi les agents des rangs 12 et 11 qui comptent une ancienneté de sept ans dans le niveau 1".

Article 67 (devenant l'article 65).

Si on le compare aux articles précédents qui prévoient l'avancement au choix, cet article semble prévoir un système d'avancement qui départage les candidats selon des règles qui s'imposent à l'autorité. Toutefois, en se référant à la notion d'agents suffisamment aptes, le projet introduit, parmi les conditions de nomination, un élément laissé à l'appréciation de l'autorité. On peut se demander comment sera constatée cette aptitude et si elle ne se confond pas avec l'attribution du signalement "bon".

.../...

Etant donné que la nomination se fait en principe dans l'ordre de classement et que l'on ne peut déroger à cet ordre qu'en cas d'inaptitude d'un candidat, il est indispensable -pour que l'on puisse vérifier la régularité de la nomination qui n'aurait pas été faite selon l'ordre du classement- que les motifs pour lesquels un candidat n'a pas été jugé suffisamment apte soient actés dans un document.

Selon le délégué du Ministre, la notion d'agent suffisamment apte n'est pas liée à l'attribution d'une cote de mérite déterminée. Le conseil d'administration pourra déclasser un agent s'il estime que celui-ci n'est pas suffisamment apte. Dans ce cas, il devra motiver son avis. Mais cet avis ne liera pas le Ministre.

Il en résulte qu'en principe, le Ministre devra suivre l'ordre du classement et ne pourra déroger à cet ordre que pour des raisons d'inaptitude que l'on doit trouver soit dans l'avis du conseil d'administration soit, à défaut de pareil avis, dans l'arrêté de nomination lui-même.

Article 68 (devenant l'article 66).

Cet article appelle, en ce qui concerne la notion d'agent suffisamment apte, la même observation que l'article précédent.

.../...

Il est proposé de le rédiger en ces termes :

"Article 66.-

La promotion aux grades du rang 11 se fait dans l'ordre de leur classement parmi les agents suffisamment aptes du rang 10. A défaut de candidats, la promotion peut se faire parmi les agents du rang 24 au moins, comptant une ancienneté de cinq ans dans le niveau 2 et lauréats de l'épreuve prévue à l'article 67".

Article 70 (devenant l'article 68).

Le mot "détention" devrait être remplacé par le mot "possession".

La notion d'enseignement assimilé à l'enseignement universitaire n'est pas consacrée par la loi. Il est donc préférable d'employer, au lieu de l'expression "enseignement universitaire ou assimilé", l'expression "enseignement supérieur" qui est définie par la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et qui est employée au tableau annexé au statut des agents de l'Etat.

Le projet doit évidemment être compris comme permettant au Ministre de préciser le ou les diplômes qui sont admis pour certains grades déterminés. Dès lors, le fait que la loi précitée ait donné

.../...

une signification très étendue à la notion d'enseignement supérieur, ne présente pas d'inconvénient.

Article 71 (devenant l'article 69).

On pourrait déduire de cet article, tel qu'il est rédigé,que seul le § 1er concerne l'application des articles 62 à 69 du projet ; que, par contre, les §§ 2 et 3 concernent les promotions et les changements de grades à tous les niveaux.

Selon les renseignements donnés par le délégué du Ministre, c'est le champ d'application de l'ensemble de l'article qui est limité aux articles 62 à 69.

Il est,dès lors, proposé de diviser l'article en quatre paragraphes, le § 1er étant rédigé de la façon suivante :

§ 1er. Le présent article règle l'application des articles 60 à 67.

§ 1er (devenant le § 2).

Il semble que la notion de "hiérarchie" doive être rapprochée, à la fois de la notion de barrière à l'avancement et de celle de grade donnant accès à un autre grade auxquelles se réfère le régime d'avancement des agents de l'Etat (article 28 et 35 de l'arrêté royal du 7 août 1939).

.../...

Le délégué du Ministre déclare que la hiérarchie est spécialement fondée sur la spécialisation des agents et tend à éviter une concurrence entre des agents exerçant des fonctions totalement différentes.

Le mot "normalement" introduit, dans la règle formulée au § 1er, un élément d'insécurité. On ignore, en effet, dans quels cas l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination pourra estimer que la situation n'est pas normale et écarter l'application de l'arrêté ministériel déterminant la hiérarchie. Pour éviter cette insécurité, il convient de prévoir, soit dans le statut, soit dans l'arrêté ministériel d'exécution, les cas dans lesquels il peut être dérogé aux règles établissant des hiérarchies.

Texte proposé.

"§ 2. Le Ministre détermine les hiérarchies dans lesquelles les agents peuvent être promus ainsi que les cas dans lesquels il est permis de déroger aux règles qui fixent ces hiérarchies".

§ 2 (devenant le § 3).

Si l'on veut que l'autorité puisse limiter l'examen des titres des agents susceptibles d'être nommés à ceux qui ont présenté leur candidature, il convient de prévoir que les vacances seront portées à la connaissance des agents. La rédaction suivante est, dès lors, proposée :

.../...

"§ 3. Le Ministre détermine les modalités selon lesquelles la vacance d'un emploi à conférer par promotion ou par changement de grade est portée à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés.

Sont seules prises en considération les candidatures introduites dans la forme et les délais fixés par le Ministre".

§ 3 (devenant le § 4).

Premier alinéa.

Ce texte permet aux agents de postuler les emplois vacants par voie de mutation, ce qui n'exclut pas les mutations décidées par l'autorité (voyez le Titre XI). En ce qui concerne la candidature des agents d'un grade équivalent, il y a lieu de faire remarquer que leur nomination éventuelle constituerait un changement de grade et que celui-ci ne peut avoir lieu que dans les conditions prévues à l'article 76. Le premier alinéa doit donc être compris comme ne prévoyant l'examen des titres des candidats qui ont déjà un grade équivalent à celui de l'emploi vacant que dans les cas où le changement de grade est permis.

.../...

Selon le délégué du Ministre, les mots "au même titre" signifient que le candidat au changement de grade ou à la mutation n'a pas priorité sur le candidat à la promotion.

Alinéas 2 et 3.

Les termes "la proposition fait l'objet d'un avis motivé" peuvent faire croire que l'avis motivé pourrait ne porter que sur le candidat qui est proposé. Dans ce cas, l'autorité qui nomme ne connaîtrait pas l'opinion du conseil d'administration au sujet du candidat qu'elle choisit, si elle ne se ralliait pas à la proposition de ce collège. Si l'on ne doit pas exiger que l'avis porte sur chacun des candidats pris individuellement lorsque ceux-ci sont nombreux, il faut cependant que l'avis porte sur l'ensemble des candidatures et renseigne l'autorité qui nomme sur l'ordre des préférences du conseil d'administration.

Dans les cas où la promotion doit se faire dans l'ordre du classement, l'avis motivé pourra se limiter à constater cet ordre.

Selon le délégué du Ministre, le texte proposé est semblable au texte actuellement en vigueur et celui-ci est interprété comme ne limitant pas la motivation au seul candidat proposé.

.../...

Le droit pour les agents de l'Etat d'être entendus par le conseil de direction semble une garantie qui doit être reconnue aux agents de la Régie. Ce droit devrait être consacré par le statut.

Le texte suivant est proposé.

"Le conseil d'administration établit une proposition de promotion, de changement de grade ou de mutation et donne un avis motivé.

La proposition est notifiée à tous les candidats. Ceux-ci peuvent, selon les modalités fixées par le Ministre, introduire une réclamation auprès du conseil d'administration et être, à leur demande, entendus par celui-ci.

Après examen des réclamations, le conseil d'administration soumet au Ministre sa proposition définitive et son avis motivé, éventuellement modifié. Il y joint les réclamations. Si le conseil d'administration modifie sa proposition initiale, la nouvelle proposition est notifiée aux candidats".

*

* *

.../...

La rédaction proposée ci-dessus, qui se réfère à l'application des articles 60 à 67, a pour conséquence qu'aucune procédure d'examen des candidatures n'est prévue pour la nomination au rang 17. Il paraît difficile de prévoir dans ce cas, l'avis du conseil d'administration dont les membres sont, pour la plupart, directement intéressés à la nomination. Il est cependant indispensable de permettre aux candidats de présenter leur candidature et de faire valoir leurs titres. Il est proposé d'ajouter, après l'article 71 devenant l'article 69, un article nouveau rédigé de la façon suivante :

"Article 70.-

L'article 69, § 3, est applicable à la promotion aux grades du rang 17".

Articles 72 et 73, alinéa 1er.
(devenant l'article 71)

Le Ministre n'a d'autre pouvoir réglementaire que celui de prendre les règlements d'exécution du statut. En confiant au Ministre le pouvoir de fixer toutes les modalités de la promotion dans les niveaux 2, 3 et 4, -sous la seule réserve de la règle énoncée par le Roi Lui-même à la seconde phrase de l'article 72- le projet excède les limites du pouvoir réglementaire qu'il est permis de confier au Ministre. Il y a lieu de noter que le projet laisse au Ministre le

.../...

soin de déterminer si la nomination des agents se fera au choix entre les agents satisfaisant à la condition fixée par le Roi ou si le choix sera soit déterminé, soit limité par des conditions complémentaires de nomination établies par le Ministre.

La hiérarchie étant établie par l'article 3, non pas entre les grades, mais entre les rangs, il paraît préférable d'exiger une ancienneté de trois ans dans le rang immédiatement inférieur, plutôt qu'une telle ancienneté dans le grade immédiatement inférieur.

Texte proposé (pour l'article 72 et l'article 73, alinéa 1er du projet), compte tenu des amendements présentés par le délégué du Ministre :

"Article 71.-

§ 1er. Le présent article s'applique aux promotions aux grades des niveaux 2, 3 et 4.

§ 2. Les agents qui ne comptent pas une ancienneté de trois ans dans un grade du rang immédiatement inférieur à celui du grade à conférer, ne peuvent être promus.

Toutefois, pour la promotion aux grades des niveaux 3 et 4, le Ministre peut déterminer les

.../...

grades qui donnent accès à un grade supérieur et fixer une ancienneté inférieure à celle qui est requise pour la promotion à ce grade.

§ 3. Pour l'application du § 2 et par dérogation à l'article 3, § 1er, il y a lieu de considérer comme équivalents les grades de "premier" et de "monteur" et les grades qui y donnent accès.

§ 4. Pour les grades déterminés par Nous, la promotion se fait au choix, selon les modalités et la procédure déterminées par Nous.

§ 5. Pour les autres grades, la promotion est subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen.

Le Ministre détermine les conditions de participation et de réussite aux examens et concours, le programme de ces épreuves, l'ordre dans lequel les lauréats sont classés en vue de la nomination, la procédure à suivre en matière de nomination ainsi que la durée de validité des examens et concours".

Par un amendement introduit le 22 décembre 1972 le Ministre a proposé de confier les pouvoirs prévus au § 5, alinéa 2 à l'administrateur général. Pareille subdélégation au deuxième degré ayant pour objet l'exercice d'un pouvoir réglementaire par l'administrateur général dépasse les

.../...

pouvoirs du Roi. En conséquence, l'amendement proposé n'a pas été pris en considération.

Article 73, alinéa 2 (devenant l'article 72).

Le délégué du Ministre a déclaré que le pouvoir de déroger aux conditions d'ancienneté fait actuellement l'objet d'une délégation qui devrait pouvoir être maintenue.

Pareille subdélégation qui a pour objet de permettre une dérogation à une disposition réglementaire excède les pouvoirs du Roi pour les raisons qui ont été exposées à propos du § 5 de l'article 71 proposé par le Conseil d'Etat.

Le second alinéa devenant un article distinct, le mot "il" doit être remplacé par les mots "le Ministre".

Article 76 (devenant l'article 75).

Il ne sera pas nécessaire dans tous les cas de prévoir des modalités particulières de nomination par changement de grade, ni de prévoir la vérification des aptitudes.

En conséquence, le texte suivant est proposé pour le second alinéa :

.../...

"En raison de la nature des fonctions à conférer le Ministre peut, sans préjudice, pour les nominations au premier niveau, de l'article 69, §§ 3et 4, déterminer les conditions et les modalités du changement de grade. Il peut subordonner le changement de grade à une vérification des aptitudes professionnelles requises pour exercer la fonction du grade à conférer. Dans ce cas, il détermine les modalités de cette vérification".

Article 77 (devenant l'article 76).

Il est proposé de remplacer les mots: "l'ordre qui a présidé à leur nomination" par les mots "l'ordre dans lequel ils ont été nommés".

Article 79 (devenant l'article 78).

§ 2. Etant donné que les très nombreux grades de la hiérarchie ont été regroupés en un nombre plus limité de rangs et que pour la promotion, il sera généralement exigé une ancienneté déterminée non pas dans un grade particulier, mais dans un rang particulier, il est proposé d'adopter pour le § 2, alinéa 1er, la même rédaction qu'à l'article 65, § 1er, du statut des agents de l'Etat. Cette rédaction permettrait de supprimer l'alinéa 2.

*

.../...

Il existe entre les textes français et néerlandais une discordance en ce que le terme "formel" n'est pas reproduit dans le texte néerlandais. Cette discordance existe déjà dans l'article 65, § 1er, du statut des agents de l'Etat.

Article 80 (devenant l'article 79).

Pour éviter des contestations, il serait utile d'indiquer dans le statut l'autorité qui est compétente pour décider la mutation. Il est, dès lors, proposé d'ajouter à l'article 80 (devenant l'article 79) un alinéa rédigé de la façon suivante :

"Elle est décidée par le Ministre qui, en ce qui concerne les agents des niveaux 2, 3 et 4, peut confier ce pouvoir à un agent ayant au moins le rang 16".

Article 81 (devenant l'article 80).

L'alinéa 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Des mutations peuvent être imposées dans l'intérêt du service ou lorsqu'elles sont rendues nécessaires, soit par défaut d'emploi, soit pour incapacité physique".

.../...

Article 83 (devenant l'article 82).

Suivant le délégué du Ministre, l'agent aura un recours à la chambre de recours dès que la mesure sera rendue nécessaire par son fait, c'est-à-dire même si la mesure est fondée sur un comportement non fautif. Si telle est bien l'intention du Gouvernement, il y a lieu de constater que celle-ci n'est pas correctement exprimée par le texte néerlandais.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 82.-

Lorsque du fait de l'agent, il est reconnu nécessaire de le changer de milieu de travail, la mutation est susceptible de recours, conformément ... (la suite comme au projet)".

Article 84 (devenant l'article 83).

La rédaction suivante est proposée :

"Le Ministre arrête le règlement d'exécution du présent titre".

.../...

Article 85.

L'article 76 du statut des agents de l'Etat que cette disposition reproduit, n'est pas susceptible d'être adapté aux situations particulières qui existent à la Régie. Le délégué du Ministre en convient et propose la suppression de cet article, ce qui entraîne la suppression des mots "et du transfert" dans l'intitulé du Titre XI.

Articles 86 à 88.

Ces articles insèrent dans le projet des éléments du statut pécuniaire des agents de la Régie, ce qui, en vertu de l'article 21, § 2, de la loi du 19 juillet 1930, nécessiterait l'accord du Ministre des Finances.

D'autres dispositions prévoyant l'octroi d'allocations ou d'indemnités en faveur des agents de l'Etat doivent être rendues applicables aux agents de la Régie, en vertu du principe selon lequel ces agents doivent bénéficier d'un statut aussi favorable que les agents de l'Etat.

Il ne paraît pas logique que certaines des règles qui déterminent la rétribution des agents de la Régie se trouvent énoncées dans le statut administratif de ces agents, alors que les autres règles

.../...

figureraient dans un statut pécuniaire. Il est, dès lors, proposé d'omettre les articles 86 à 88 du projet et d'insérer les diverses dispositions qui constituent le statut pécuniaire des agents de la Régie dans un arrêté royal distinct qui serait soumis à l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et à l'accord du Ministre des Finances.

*

Bien que plusieurs de ses dispositions se réfèrent à la notion d'aptitudes physiques, le projet omet de déterminer de quelle façon ces aptitudes seront vérifiées. L'arrêté ministériel du 22 décembre 1965, relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats aux emplois de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, charge de cette vérification un "service médical reconnu par la Régie". Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Ministre, qu'en vertu d'un accord entre la Régie et le Service de santé administratif, ce service -devenu l'Office médico-social de l'Etat en vertu de l'arrêté royal du 25 juillet 1969- est actuellement compétent pour les agents de la Régie. Il y aurait donc lieu de prévoir dans le projet que l'Office médico-social de l'Etat est compétent pour la vérification des aptitudes physiques des candidats à des emplois de la Régie et des agents de la Régie.

.../...

Il est, dès lors, proposé d'insérer dans le projet un titre nouveau qui pourrait prendre la place du titre XII et qui serait rédigé de la façon suivante :

"TITRE XII - Des aptitudes physiques.

Article 84.

La vérification des aptitudes physiques des candidats aux emplois de la Régie et des agents de la Régie est faite par l'Office médico-social de l'Etat selon la procédure prévue pour les agents de l'Etat ".

En raison de cette disposition, le projet devrait être proposé ou tout au moins contresigné par le Ministre de la Santé publique, de l'Environnement et de la Famille.

Article 92 (devenant l'article 88).

Le Ministre n'a d'autre pouvoir réglementaire que celui de prendre les règlements d'exécution du statut. En confiant au Ministre le pouvoir de fixer toutes les conditions d'octroi des congés, le projet excède les limites du pouvoir réglementaire qu'il est permis de déléguer au Ministre.

.../...

Au surplus, il conviendrait de mettre la disposition de l'alinéa 1er, 4°, en concordance avec l'arrêté royal du 1er juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat, pendant qu'ils accomplissent des prestations militaires en temps de paix, complété par l'arrêté royal du 19 janvier 1971, en vue d'y inclure les services prévus par le statut des objecteurs de conscience.

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 92 du projet en ces termes :

"Article 88.-

Aux conditions fixées par Nous, l'agent en activité de service obtient des congés :

...;
...;
...;
4° En vue de l'accomplissement en temps de paix, soit de certaines prestations militaires, soit de services prestés en application de l'article 18 de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience.
...;
...;
...;
11° ... .

.../...

Dans les cas prévus aux 7° et 8°, le traitement est fixé en proportion des prestations de l'agent.

(la suite comme au projet)".

Article 93 (devenant l'article 89).

La matière de la suspension préventive est entièrement déléguée au Ministre. En effet, le Roi ne fixe lui-même aucune règle, sinon celle selon laquelle l'agent peut être suspendu préventivement. Une telle délégation est excessive. C'est au Roi qu'il appartient de fixer les principes de la matière en tenant compte de l'obligation d'assurer aux agents de la Régie un statut aussi favorable que celui auquel sont soumis les agents de l'Etat. Il en est d'autant plus ainsi que les dispositions qui seront prises en application de l'article 93 devront, comme on l'a signalé à propos de l'article 34, apporter une solution aux conséquences de la suspension provisoire.

Article 94 (devenant l'article 90).

La délégation donnée au Ministre par l'alinéa 2 est excessive. C'est au Roi qu'il appartient de fixer les conditions des nominations et de l'avancement de traitement.

.../...

Article 96 (devenant l'article 92).

En ce qui concerne le 1°, il est rappelé que les agents de la Régie ne peuvent être traités de manière moins favorable que les agents de l'Etat et qu'en conséquence, l'arrêté ministériel portant exécution de cette disposition -qui est reprise au 3° du texte proposé ci-après-, devra s'inspirer des règles consacrées par l'arrêté royal du 1er juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat, pendant qu'ils accomplissent des prestations militaires en temps de paix.

Il n'est pas nécessaire que le Ministre fixe des conditions en ce qui concerne le 2° et le 3° du projet. En effet, le 2° se suffit à lui-même. Quant au 3°, comme il a été observé à propos de l'article 92 du projet, c'est au Roi qu'il appartient de fixer les conditions du congé pour l'exécution d'une mission.

Il suffit donc de prévoir la délégation de pouvoir au Ministre pour l'hypothèse prévue au 1°.

Compte tenu de l'observation qui précède, la rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 92.-

Sans préjudice des dispositions de l'article 98, l'agent est en non-activité :

1° lorsque, sans autorisation ou sans motif acceptable, il s'absente ou dépasse le terme de son congé ;

2° lorsqu'il est autorisé à poursuivre l'exercice d'une mission qui n'est pas reconnue d'intérêt général ;

3° lorsqu'il accomplit les prestations militaires en temps de paix dont le Ministre détermine la nature et la durée".

Articles 98 à 101 (devenant les article 94 à 97).

La délégation confiée au Ministre par les articles 98 et 100 du projet est relative à une matière dont la réglementation appartient au Roi, En conséquence, cette matière devra faire l'objet d'un arrêté royal qui devra notamment prévoir un recours à la Chambre de recours contre la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Il convient donc dans ces deux articles de substituer aux mots "par le Ministre", les mots "par le Roi".

*

.../...

Il est proposé de rédiger le second alinéa de l'article 101 en ces termes :

"L'agent est tenu d'occuper, dans les délais fixés par le Ministre ou son délégué, l'emploi qui lui est assigné".

Article 102 (devenant l'article 98).

Le 4° de cette disposition serait mieux rédigé comme suit :

"4° qui, sans motif acceptable, négligent de reprendre leur service à l'expiration d'une période de disponibilité pour convenances personnelles;".

Le début du 5° du texte français doit se lire :

"5° qui se trouvent dans l'un des cas où ...".

*

Pour le motif indiqué dans l'observation relative aux premier et deuxième alinéas du préambule, il est proposé d'omettre le Titre XV relatif aux pensions.

*

Article 105 (devenant l'article 100).

Il est proposé d'omettre le mot "royal".

Article 106.

Il est proposé d'omettre cet article qui ne fait que rappeler une règle d'interprétation généralement admise et qui est déjà inscrite à l'article 21, § 2, de la loi du 19 juillet 1930.

Le projet devrait prévoir l'abrogation expresse des dispositions réglementaires actuellement en vigueur, qui sont entièrement remplacées par celles qu'il contient. Ces dispositions réglementaires peuvent être, selon le cas, soit des arrêtés ministériels pris sur base de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1930, soit des arrêtés ministériels pris sur base de l'article 18 de la loi du 16 mars 1954, soit des arrêtés royaux pris sur base de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954.

AANHEF.

Eerste en tweede lid.

Artikel 22 van de wet van 19 juli 1930 en het koninklijk besluit van 11 oktober 1930 waarnaar in het eerste, respectievelijk het tweede lid wordt verwezen, hebben betrekking op pensioenen.

Voor de pensioenen is ook een regeling getroffen in het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare instellingen en der regieën ingesteld door de Staat, gewijzigd bij de wet van 28 april 1958. Dat koninklijk besluit nr. 117 is op de Regie van toepassing.

De vermelding, in het eerste lid, van artikel 22 van de wet van 19 juli 1930 en het tweede lid zijn slechts verantwoord door artikel 104 van het ontwerp. Het blijkt echter dat dit artikel dient te vervallen. De daarin behandelde aangelegenheid is immers volledi ger geregeld door andere bepalingen, waarvan sommige kracht van wet hebben.

Derhalve wordt voorgesteld, in het eerste lid de vermelding van artikel 22 achterwege te laten en het tweede lid te schrappen.

*

.../...

Het laatste lid van de aanhef zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,".

Bovendien zou het ontwerp-besluit overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 maart 1972 betreffende de Staatssecretarissen, medeondertekend moeten worden door de Minister van Verkeerswezen.

*

* *

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Heel wat bepalingen van het ontwerp dragen aan de Minister de bevoegdheid op om sommige gedeelten van het personeelsstatuut te regelen. Dat de Koning aan de Minister de bevoegdheid opdraagt om bepaalde maatregelen te nemen ter uitvoering van een reglementering waarvan hij zelf alle grondbepalingen vaststelt, wordt algemeen aanvaard (1). Wat meer bepaald het statuut van het personeel van de Regie betreft, is de opdracht van bevoegdheid aan de Minister uitdrukkelijk toegestaan in artikel 21, § 2, van de wet van 19 juli 1930, gewijzigd

.../...

(1) Zie o.a. Cass. 3 mei 1921, Pasic. 1921, I, 362. Cass. 13 mei 1935, Pasic. 1935, I, 246 - Raad van State 11 september 1959, "Union nationale des opticiens de Belgique", nr. 7211.

bij het koninklijk besluit nr. 91, van 11 november 1967. Luidens het eerste lid van die bepaling wordt het statuut van het personeel door de Koning vastgesteld op de voordracht van de Minister die de Regie beheert en in overleg met de Minister die het Openbaar Ambt in zijn bevoegdheid heeft; voor de vaststelling van het geldelijk statuut is daarenboven de instemming vereist van de Minister van Financiën.

Het tweede lid bepaalt : "De uitvoeringsreglementen die binnen het kader van dit statuut dienen uitgevaardigd, worden vastgelegd door de Minister". De bevoegdheid van de Minister is dus beperkt tot de uitvoering van de vooraf door de Koning vastgestelde statuutregelen; de Koning mag de Minister niet belasten met het opstellen van een gedeelte van het statuut waarvan hij de hoofdregelen niet vooraf mocht hebben vastgesteld. De verordenende bevoegdheid van de Minister mag des te minder in ruime zin worden geïnterpreteerd daar bij ministerieel besluit uitgevaardigde verordeningen ontkomen aan de controle van de Minister van het Openbaar Ambt en eventueel aan die van de Minister van Financiën, terwijl de wetgever heeft gewild dat de vaststelling van het statuut van het personeel van de Regie aan een zodanige controle onderworpen wordt.

Zoals bij het onderzoek van de artikelen zal worden gezegd, treden sommige van de in het ontwerp opgenomen bevoegdheidsopdrachten door hun onderwerp buiten de grenzen van de uitvoeringsbevoegdheid welke de Koning aan de Minister kan opdragen.

.../...

II. Een aantal van de hier volgende voorstellen brengen mee, dat de artikelen van het ontwerp moeten worden vernummerd. In de artikelen waarvoor de Raad van State een nieuwe tekst voorstelt, is naar die nieuwe nummering verwezen. De opmerkingen daarentegen verwijzen naar de nummers van de artikelen van het ontwerp. De verwijzingen binnenin de artikelen waarvoor de Raad geen nieuwe tekst voorstelt, zijn niet aangepast.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 2.

In de Franse tekst van het tweede lid moet het woord "accession" worden vervangen door "accès".

Het derde lid vormt slechts een gedeeltelijk statuut van het tijdelijk personeel, dat door andere verordeningsbepalingen zal moeten worden aangevuld. Voorgesteld wordt de woorden "van wie het dienstverband niet van contractuele aard is" te vervangen door "die aan een regeling van reglementaire aard onderworpen zijn".

Het vierde lid mag niet zo worden verstaan dat het de Regie, waarvan het personeel een publiekrechtelijk statuut heeft, machtigt om indienstnemingen bij arbeidsovereenkomst in de plaats van dat statuut te stellen. Alleen voor zover de indienstneming bij arbeidsovereenkomst bestaanbaar is met de reglementaire toestand van het per-

.../...

soneel, zal de Regie op die wijze personeel in dienst mogen nemen. In het advies dat voorafgegaan is aan het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, heeft de Raad van State opgemerkt :

"Krachtens artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 stelt de Koning het kader en het statuut van het personeel vast. Zelfs als men dit voorstel zo opvat, dat het de Koning niet alleen machtigt tot het vaststellen van de voor het personeel geldende rechtsregeling, maar Hem ook verplicht dat personeel in een reglementaire toestand te plaatsen, dan nog geldt dit alleen voor ambtenaren die vaste betrekkingen zullen bekleden. Artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 verbiedt instellingen van openbaar nut - die onder meer rechtspersoonlijkheid hebben gekregen om privaatrechtelijk te werk te kunnen gaan - hoegenaamd niet, personen contractueel in dienst te nemen, die dan hun medewerking aan de instelling zullen verlenen, maar die, voor een beperkte duur en voor het vervullen van buitengewoon werk aangeworven, geacht kunnen worden niet tot het onder artikel 11 bedoelde personeel van de instelling te behoren (Raad van State, arrest nr. 7526, van 8 januari 1960)" (Belgisch Staatsblad 15 maart 1961, blz. 2014).

De Minister zal de hem in het vierde lid verleende bevoegdheid maar in zover kunnen aanwenden als de bepalingen welke hij in werking stelt, tegelijk met de

.../...

wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomst en met de tussen partijen bedongen voorzieningen bestaanbaar zijn.

Voorgesteld wordt het vierde lid als volgt te redigeren :

"De Minister kan sommige bepalingen van die titels toepasselijk maken op het personeel dat bij arbeidsovereenkomst in dienst is genomen".

Artikel 3.

§ 1, tweede lid.

Voorgesteld wordt de woorden "volgens de algemene kwalificatie van de beschouwde graad" te vervangen door "volgens de algemene kwalificatie die ervoor vereist is".

§ 1, vijfde lid.

De tekst moet als volgt worden gelezen :

"Elke rang wordt aangeduid met een getal van twee cijfers. Het linker cijfer geeft het niveau aan, het rechter situeert de rang in zijn niveau".

*

* *

.../...

Artikel 4.

Het in het statuut niet bepaalde begrip "opperambtenaar" zou nader moeten worden omschreven. In overleg met de gemachtigde van de Minister wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

De ambtenaren worden door de Minister benoemd.

De Minister kan echter de bevoegdheid om de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4 te benoemen, aan de administrateur-generaal opdragen. Bovendien kan hij de bevoegdheid om de ambtenaren van de niveaus 3 en 4 te benoemen, opdragen aan ambtenaren van rang 16".

Artikel 5.

De bepaling onder 3°, die de Minister toestaat geen vergelijkend wervingsexamen op te leggen als er niet voldoende gegadigden zijn, kan aanleiding geven tot moeilijkheden.

Men kan zich immers afvragen of deze bepaling aan de Minister een discretionaire beoordelingsbevoegdheid verleent, dan wel of de beslissing van de Minister om zonder vergelijkend examen aan te werven, gegrond moet zijn op objectieve gegevens waaruit blijkt dat er niet voldoende gegadigden zijn. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Minister beantwoordt de tweede interpretatie aan de bedoeling van de Regering.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld artikel 5 als volgt te redigeren :

"Artikel 5.-

Tot ambtenaar kunnen alleen worden benoemd gegadigden die :

1° voldoen aan de in artikel 6 gestelde algemene toelatingseisen;

2° voor de te verlenen ambten de door de Minister bepaalde lichamelijke geschiktheid bezitten;

3° bij een vergelijkend examen batig werden gerangschikt. Wanneer voor een vergelijkend examen niet voldoende gegadigden geslaagd zijn opdat alle vacante betrekkingen kunnen worden toegekend, kan de Minister beslissen de overige benoemingen te doen zonder nieuw vergelijkend examen".

Artikel 6.

§ 1. Voorgesteld wordt de inleidende zin van § 1 van dit artikel als volgt te redigeren :

"De algemene eisen voor toelating tot de betrekkingen zijn als volgt bepaald : ".

5°. De leeftijdsgrens is bepaald op 35 jaar, en § 2 verleent alleen vrijstelling aan ambtenaren die reeds in dienst zijn bij de Regie, terwijl bij het Rijk

.../...

de leeftijdsgrens bepaald is op 50 jaar (artikel 16 van het statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 september 1972 - Belgisch Staatsblad van 19 september 1972) en de vrijstelling veel ruimer is (artikel 16bis).

Het ontwerp is opgesteld toen de bij het koninklijk besluit van 13 september 1972 in het statuut van het Rijkspersoneel aangebrachte wijziging nog niet bekend was. De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het probleem van de leeftijdsgrens door de Regering opnieuw onderzocht dient te worden met inachtneming van de maatregel die voor de werving van het Rijkspersoneel is genomen.

6°. Dat het diploma of het studiegetuigschrift "regelmatig afgeleverd" moet zijn, spreekt vanzelf en hoeft dus niet te worden gezegd. Wel lijkt het nuttig de Minister uitdrukkelijk bevoegdheid te verlenen om de voor sommige betrekkingen vereiste diploma's of getuigschriften voor te schrijven.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren. Tevens wordt aan § 1 een tweede lid toegevoegd :

"6° voor sommige betrekkingen, houder zijn van een diploma of getuigschrift in verhouding tot de te verlenen graad.

De Minister bepaalt de diploma's of getuigschriften die voor sommige betrekkingen vereist zijn".

.../...

§ 2. Gelet op artikel 2 moet deze paragraaf geacht worden alleen betrekking te hebben op de in vast verband en de op proef benoemde personeelsleden. Alleen deze vallen immers onder alle bepalingen van het statuut, terwijl de tijdelijke of contractuele personeelsleden slechts aan sommige gedeelten van het statuut onderworpen zijn.

Artikel 16bis van het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 september 1972, laat echter ook het tijdelijk personeel in aanmerking komen voor vrijstelling van de leeftijdsgrens.

Het ontwerp zou moeten worden gewijzigd opdat het tijdelijk personeel van de Regie dezelfde voorwaarden kan genieten als het tijdelijk Rijkspersoneel.

Artikel 7.

In de Franse tekst moeten de woorden "des emplois" worden vervangen door "les emplois".

Artikel 8.

Paragraaf 1 bepaalt : "Het programma van de vergelijkende examens wordt bepaald door de Minister, rekening houdend met de aard van de toe te wijzen betrekkingen".

De woorden "rekening houdend met de aard van de toe te wijzen betrekkingen" zijn overbodig want het ligt

.../...

voor de hand dat een vergelijkend examen geen ander doel kan hebben dan de geschiktheid van gegadigden na te gaan in verhouding tot elk ambt.

Met inachtneming van een door de gemachtigde ambtenaar ingediend amendement kan deze paragraaf als volgt worden geredigeerd :

"Het programma van de vergelijkende examens wordt bepaald door de Minister, die deze bevoegdheid aan de administrateur-generaal kan opdragen voor de graden van de niveaus 2, 3 en 4".

§ 2, tweede lid.

De oproep tot gegadigden is een zeer belangrijke formaliteit waarvan de onregelmatigheid de nietigverklaring van de benoemingen tot gevolg kan hebben.

Er dient dus nauwkeurig te worden bepaald welke in dat opzicht de verplichtingen van de overheid zijn. Het ontwerp is niet nauwkeurig genoeg : het zegt niet waar de berichten moeten worden aangeplakt, en het staat toe de aanplakking te vervangen door "enig ander middel van bekendmaking", waarover verder in 't geheel niets naders gezegd wordt.

Voorgesteld wordt :

1° de Minister of zijn gemachtigde te belasten met het nauwkeurig bepalen van de plaatsen voor de aanplakking, welke formaliteit in alle gevallen moet worden vervuld;

.../...

2° van de andere middelen van bekendmaking facultatieve oplossingen te maken die de verplichte wijze van bekendmaking kunnen aanvullen, zoals in artikel 22 van het statuut van het Rijkspersoneel.

Gaat de Regering op dat voorstel in, dan kan het tweede lid als volgt worden gelezen :

"Tijdstip, plaats en voorwaarden van de vergelijkende examens worden ter kennis van het publiek gebracht door aanplakking gedurende ten minste vijftien dagen. De Minister of zijn gemachtigde bepaalt de nadere regelen betreffende die aanplakking en, in voorkomend geval, enig ander middel van bekendmaking dat hij dienstig acht".

Artikel 9.

In de eerste volzin van artikel 9 vervange men de woorden "De kennis van de deelnemers aan vergelijkende examens wordt beoordeeld" door de woorden "Kennis en bekwaamheid van de deelnemers aan vergelijkende examens worden beoordeeld".

Van de voorzitter van de examencommissie eist artikel 9, tweede lid, 1°, dat hij ambtenaar is, maar over de graad die hij moet bekleden laat het zich slechts uit in de zeer vage bewoordingen : "rekening houdend met de belangrijkheid van de te verlenen graad". Deze regel zou zo moeten worden verduidelijkt dat volgens het niveau van de te verlenen graad wordt bepaald welke rang de als lid van de examencommissie aangewezen ambtenaar moet hebben.

.../...

Dat de voorzitter stemgerechtigd is, hoeft niet te worden gezegd; hij is immers lid van de examencommissie.

Voorgesteld wordt de tekst onder 1° als volgt te redigeren :

"1° een voorzitter, aangewezen uit de ambtenaren van de Regie. Hij moet, voor de aanwerving in niveau 1, bekleed zijn met een graad van rang ... of van een hogere rang. Voor de aanwerving in de niveaus 2, 3 of 4 moet hij bekleed zijn met een graad van rang ... of van een hogere rang".

Voor het bepalen van het aantal bijzitters werkt artikel 9, tweede lid, 2°, met een begrip "vak van het vergelijkend examen" dat vrij vaag is en in de praktijk moeilijk hanteerbaar kan worden, tenzij de examenprogramma's de vakken van het vergelijkend examen steeds duidelijk omschrijven.

Artikel 9, tweede lid, 2°, stelt geen enkele bekwaamheidseis voor de aanwijzing van de bijzitters. De Minister of zijn gemachtigde kan deze vrij kiezen, al dan niet uit de ambtenaren van de Regie. Er zouden voor de bijzitters bekwaamheidseisen moeten worden gesteld, namelijk ofwel het bezit van een diploma of een getuigschrift, ofwel het bezit van een bepaalde graad in een bestuur van de Regie, of het Rijk, of in het onderwijs.

.../...

Volgens de gemachtigde van de Minister worden de bijzitters gekozen uit de ambtenaren van de Regie of uit de leden van het onderwijzend personeel.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen, wordt voorgesteld de tekst onder 2° als volgt te lezen :

"2° ten minste vier bijzitters, gekozen uit de ambtenaren van de Regie of uit de leden van het onderwijzend personeel. Ter vervanging van afwezige of verhinderde bijzitters kunnen plaatsvervangende bijzitters worden aangewezen".

Artikel 10.

Dit artikel herhaalt artikel 11 van het koninklijk besluit van 14 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel, maar is niet aangepast aan de bepalingen van het onderhavige ontwerp die van de voorzieningen van dat koninklijk besluit verschillen.

De Raad van State stelt schrapping voor.

Artikel 9, tweede lid, 2° van het ontwerp stelt de kwalificatie die van de commissieleden wordt geëist immers ruim genoeg, zodat het niet nodig is te voorzien in de mogelijkheid om ervan af te wijken.

.../...

Artikel 11 (dat 10 wordt).

Paragraaf 1 van dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Aan de deelnemers wordt kennis gegeven van de uitslag die zij in elk van de examengedeelten hebben behaald; aan de geslaagden wordt bovendien kennis gegeven van hun rangschikking".

§ 2. Deze tekst, die te vergelijken is met artikel 18, § 2, van het koninklijk besluit van 17 september 1969, regelt het geval van de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen met inzet, die niet batig zijn gerangschikt. Het laat na de duur van de wervingsreserve te bepalen in geval van vergelijkend examen zonder inzet, waarin artikel 8, § 2, uitdrukkelijk voorziet.

De woorden "kunnen, zo nodig, in dienst worden geroepen" wekken de indruk dat de overheid niet verplicht zou zijn gegadigden uit de wervingsreserve op te roepen. Normaal echter moet de overheid die een vergelijkend examen voor het aanleggen van een wervingsreserve heeft georganiseerd, gegadigden uit die reserve oproepen alvorens een nieuw vergelijkend examen uit te schrijven.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld § 2 als volgt te redigeren :

"§ 2. De geslaagden voor een vergelijkend examen met inzet, die niet batig gerangschikt zijn om een van de in competitie gestelde betrekkingen te krijgen, en de ge-

.../...

slaagden voor een vergelijkend examen zonder inzet worden in dienst geroepen in de volgorde bepaald in artikel 11, indien binnen de termijn van drie jaar na de dag waarop het proces-verbaal van het vergelijkend examen is goedgekeurd, een betrekking vacant wordt die overeenstemt met de graad waarvoor zij aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen".

Paragraaf 3 redigere men als volgt :

"§ 3. In geval van benoeming worden de uitslagen die de ambtenaar in elk examengedeelte heeft behaald alsmede zijn rangschikking vermeld in zijn persoonlijk dossier".

*

In de Franse tekst van het opschrift van hoofdstuk II schrijve men "fonctions" in het enkelvoud.

Artikel 12 (dat 11 wordt).

Uit het derde lid blijkt dat degene wiens indiensttreding wordt uitgesteld wegens een wettig beletsel, het recht heeft in dienst te treden "zodra dit beletsel opgehouden heeft te bestaan", zelfs al is de geldigheidsduur van de wervingsreserve op dat tijdstip verstreken.

.../...

Men redigere dit lid als volgt :

"Wanneer de indiensttreding van een gegadigde uitgesteld wordt wegens een wettig beletsel, wordt de rangschikking niet gewijzigd en treedt de betrokkene in dienst zodra dat beletsel ophoudt te bestaan. Die gegadigde neemt rang in op de datum van aanwerving van degene die onmiddellijk na hem was gerangschikt. De gegadigde die om enige andere reden geen gevolg heeft gegeven aan de oproepint om in dienst te treden, kan geen betrekking krijgen tenzij er een vacant wordt vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van het vergelijkend examen".

Artikel 13 (dat 12 wordt).

De bepaling die de administrateur-generaal of de chef van het departement personeel de bevoegdheid geeft om de ambtenaar aan te wijzen in wiens handen de eed wordt afgelegd, is niet onaanvechtbaar.

De ambtenaren van de Regie zijn allen belast met "een openbare dienst". Het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eed is dus van rechtswege op hen van toepassing. Luidens artikel 3 van dat decreet is het zaak van de wetgever de overheid aan te wijzen die bevoegd is om de eed af te nemen; alleen om "in het stilzwijgen van (de) wetten te voorzien" is de Koning bevoegd om die

.../...

aanwijzing te doen (Cass. 20 oktober 1868, Pas. 1869, I, 238; Raad van State, arrest nr. 6371, van 20 juni 1958).

De eed is een akte van onderdanigheid aan de Belgische Staat; daarom is ook vereist dat een orgaan van de Staat, bij wege van algemene bepaling, de ambtenaren aanwijst die gelast zijn de eed van de ambtenaren van de Regie af te nemen.

Derhalve wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te redigeren :

"De ambtenaren van niveau 1 leggen de eed af in handen van de administrateur-generaal of van de door de Minister aangewezen ambtenaar. De ambtenaren van de niveaus 2, 3 of 4 leggen de eed af in handen van de chef van het departement personeel of van de door de Minister aangewezen ambtenaar".

Artikel 16 (dat 15 wordt).

In het eerste lid vervange men de woorden "de bevoegde chef" door "de bevoegde meerdere".

In de Franse tekst onder 3° van het tweede lid vervange men "saura" door "pourra".

De tekst onder 4° van hetzelfde lid leze men als volgt :

"4° het herstellen in de vroegere graad voor de ambtenaren die, vooraleer zij op proef werden benoemd,

.../...

reeds een andere betrekking bij de Regie bekleedden".

Artikel 17 (dat 16 wordt).

De woorden "in de punten 2, 3 en 4 van artikel 16" moeten worden vervangen door "in artikel 15, tweede lid, 2°, 3° en 4°".

Artikel 18 (dat 17 wordt).

De tweede volzin van artikel 18 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Ambtenaren op proef die worden ontslagen op grond van de artikelen 15 en 19, hebben recht op drie maanden opzegging. In die periode vallen zij onder toepassing van de bepalingen die voor het tijdelijk personeel gelden inzake afwezigheid op het werk om een nieuwe betrekking te zoeken, verlof en periodiciteit van de wedde-uitkering".

Artikel 19 (dat 18 wordt).

Het tweede lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Aan het examen voor toelating in vaste dienst mogen alleen deelnemen de ambtenaren op proef die volgens

.../...

de beslissing van de in artikel 14 aangewezen overheid voldoening hebben gegeven".

De in het derde lid bedoelde toepassing van de artikelen 8 tot 11 kan er slechts een bij analogie zijn, want die artikelen handelen over vergelijkende, niet over andere examens. Verwezen moet worden naar de artikelen 8 tot 10.

Artikel 21 (dat 20 wordt).

Dit artikel verwijst naar objectieve maatstaven voor de rangschikking van de ambtenaren. Het laatste lid bepaalt echter : "Indien de aard van de functies zulks rechtvaardigt kan de Minister bijzondere rangschikkingsregelen vaststellen". Daarmee wordt de Minister toegestaan, geheel af te zien van de toepassing van de door de Koning gestelde regelen, met als enige beperking dat hij zijn maatregelen dient te verantwoorden door motieven die verband houden met de aard van het ambt. De tekst van dat lid beantwoordt niet aan de bedoeling van de Regering. De gemachtigde van de Minister verklaart dat alleen uitzonderingsgevallen worden beoogd, en geeft als voorbeeld de ingenieurs, die soms na summiere examens worden aangeworven en naderhand cursussen voor voortgezette opleiding volgen. In dat geval is het wenselijk dat meer belang wordt gehecht aan de uitslag van het examen voor toelating in vaste dienst dan aan die van het wervingsexamen.

.../...

In de tekst van het laatste lid moet tot uiting komen dat de aan de Minister verleende bevoegdheid beperkt is. Te dien einde wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Wanneer de aard van het ambt het wettigt, kan de Minister bijzondere rangschikkingsregelen vaststellen die voornamelijk rekening houden met de uitslagen van het examen voor toelating in vaste dienst".

Artikelen 22 tot 26 (die 21 tot 25 worden).

Deze artikelen hebben betrekking op de plichten van de ambtenaren en herhalen sommige bepalingen van de artikelen 7 tot 12 van het statuut van het Rijkspersoneel. Een aantal bepalingen van dat statuut zijn echter achterwege gelaten, bijvoorbeeld

- artikel 7, derde lid, dat ambtenaren verbiedt de uitoefening van hun ambt zonder voorafgaande toestemming te onderbreken;

- artikel 9, eerste lid, dat werkzaamheden verbiedt die in strijd zijn met de Grondwet en de wetten, de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog hebben of de landsverdediging of de uitvoering van België tot het verzekeren van zijn veiligheid strekkende verbintenissen in gevaar brengen;

- artikel 10 dat verbiedt giften, beloningen of enig voordeel aan ambtenaren toe te kennen ter oorzake van hun ambt.

.../...

Artikel 27 (dat 26 wordt).

Voorgesteld wordt :

"De Minister stelt het reglement voor de uitvoering van deze titel vast".

Artikel 28.

Het eerste lid herhaalt artikel 49 van het statuut van het Rijkspersoneel, dat opgesteld is vóór de wijzigingen, in de wederzijdse rechten en verplichtingen van echtgenoten aangebracht door de wet van 30 april 1958, die onder meer artikel 215 van het Burgerlijk Wetboek zo heeft gewijzigd dat de vrouw niet langer een machtiging van de man of van de rechter behoeft om een beroep uit te oefenen.

Algemeen wordt aangenomen dat artikel 49 van het statuut van het Rijkspersoneel, in zover het met de hoedanigheid van Rijksambtenaar onverenigbaar verklaart een door de echtgenoot verrichte bezigheid die het vervullen van de ambtsplichten in de weg kan staan of met de waardigheid van het ambt in strijd is, rechtsgrond vindt in artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen, een bepaling die als wet geldt, die niet uitdrukkelijk opgeheven is door de wet van 30 april 1958 en waarvan de toepassing niet noodzakelijk onbestaanbaar is met die wet. Er is name-

.../...

lijk betoogd dat een bepaling die het door een der echtgenoten uitgeoefende openbaar ambt onverenigbaar verklaart met het beroep van de andere, hen niet belet hun beroep vrij te kiezen, maar de administratie toestaat ordemaatregelen te treffen ten opzichte van haar ambtenaar als diens echtgenoot een beroep heeft gekozen dat volgens de administratieve reglementen onverenigbaar is met het door hem uitgeoefende openbaar ambt (zie onder meer G. Baeteman en J.P. Lauwers "Devoirs et droits des époux", blz. 227).

Slaagt men erin die twee bepalingen met elkaar te verzoenen, dan nog moet worden toegegeven dat artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 87 van 5 februari 1935, dat de Koning machtigt tot het vaststellen van de onverenigbaarheden tussen het door de ambtenaar uitgeoefende ambt en het beroep van diens echtgenoot, en dat opgesteld is ten tijde dat de gehuwde vrouw een machtiging behoefde om een beroep te kunnen uitoefenen, niet meer in overeenstemming is met het nieuwe artikel 215 van het Burgerlijk Wetboek dat, rekening houdend met de nieuwe stromingen, het beginsel van de vrije beroepskeuze van de echtgenoten heeft ingevoerd.

Deze vaststelling heeft een aantal gevolgen. Ten eerste zou de Regering het Parlement moeten verzoeken zich over de zaak uit te spreken en het koninklijk besluit nr. 87 te wijzigen, ofwel door opheffing van artikel 1, derde lid, en afschaffing van elke onverenigbaarheid tussen het door een echtgenoot uitgeoefende openbaar ambt

.../...

en het beroep van de andere, ofwel door vervanging van dat lid door een nauwkeuriger bepaling, die duidelijk de grenzen zou aangeven van de onverenigbaarheid welke de wetgever - rekening houdend met het nieuwe artikel 215 van het Burgerlijk Wetboek - wil handhaven.

Een tweede gevolg is dat de bepaling van artikel 49 van het statuut van het Rijkspersoneel thans beperkend moet worden geïnterpreteerd in zover zij betrekking heeft op de andere echtgenoot. Alleen in de gevallen dat de werkzaamheid van de andere echtgenoot kennelijk in strijd mocht zijn met de waardigheid van het ambt, zou de onverenigbaarheid kunnen worden aanvaard.

Het derde gevolg is dit : tenzij bewezen is dat de andere echtgenoot een tussenpersoon is, kan het wegens het door artikel 215 van het Burgerlijk Wetboek gehuldigde algemeen beginsel van de vrije beroepskeuze van de echtgenoten niet als een, tuchtrechtelijk strafbare, persoonlijke tekortkoming van de ambtenaar worden beschouwd dat zijn echtgenoot een bezigheid uitoefent die onverenigbaar wordt geacht met de hoedanigheid van Rijksambtenaar. Alleen een maatregel die geen tuchtmaatregel is - bijvoorbeeld disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst - zou in dat geval overwogen kunnen worden.

De Regering dient uit te maken of het dienstig is voor het personeel van de Regie een regeling te treffen als die van artikel 49 van het statuut van het Rijks-

.../...

personeel, dan wel of het integendeel - wegens de daarop uitgeoefende kritiek - verkieslijk is geen enkele onverenigbaarheid te stellen tussen het ambt van de ambtenaar en het beroep van zijn echtgenoot.

In dit laatste geval schrappe men in het eerste lid de woorden "door zijn echtgenoot". Dan moet ook het tweede lid vervallen. Met het oog op het bepalen van de bedrijfsvoorheffing op de wedden is het weliswaar nuttig dat de ambtenaren aan de Regie laten weten of hun echtgenoot een beroep uitoefent. Maar op die verplichting kan worden gewezen in een omzendbrief aan het personeel. Als daarover wordt gehandeld in de titel betreffende de onverenigbaarheden kan de indruk worden gewekt dat er toch bepaalde onverenigbaarheden bestaan tussen het ambt van de ambtenaar en het beroep van zijn echtgenoot.

Voor de toepassing van het artikel betreffende de onverenigbaarheden zou rekening moeten worden gehouden met het koninklijk besluit nr. 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen, dat op de Regie van toepassing is.

Artikel 29.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat deze bepaling thuishoort in titel III, waar zij dan te vergelijken zou zijn met artikel 13 van het statuut van het Rijkspersoneel.

De artikelen moeten dan worden vernummerd.

.../...

Artikel 30 (dat 29 wordt).

In het koninklijk besluit, en niet in het ministerieel besluit bedoeld in artikel 27 van het ontwerp, zou moeten worden bepaald welke de maximumduur is van de straffen onder 4°, 5°, 6° en 7°.

De Franse term "rétrogradation" past beter dan "dégradation" voor de straf onder 6° en 8°; de ambtenaar verliest niet elke "graad", hij gaat achteruit in de hiërarchie. In het Nederlands werke men met de term "terugzetting in rang", zoals in het statuut van het Rijkspersoneel, koninklijk besluit van 2 oktober 1937, artikel 77, en in het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, koninklijk besluit van 14 februari 1961, artikel 93. Het opleggen van die straf "voor onbepaalde tijd", kan tot rechtsonzekerheid leiden. "Terugzetting in rang" is, behoudens herziening, normaal een definitieve maatregel, maar zij belet de ambtenaar niet zijn vroegere graad te herkrijgen door een bevordering overeenkomstig de statuutregelen.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld het artikel als volgt te lezen :

"Artikel 29.-

De straffen zijn :

1° terechtwijzing;
2° berisping;
3° strenge berisping;
4° uitstel van bevordering, waarvan de duur ... niet mag overschrijden;

.../...

5° tuchtschorsing van korte duur, die ... niet mag overschrijden;
6° tijdelijke terugzetting in rang, waarvan de duur ... niet mag overschrijden;
7° tuchtschorsing, waarvan de duur ... niet mag overschrijden;
8° terugzetting in rang;
9° ontslag bij tuchtmaatregel;
10° afzetting".

Artikel 31 (dat 30 wordt).

Het voorlopig voordragen van een straf is ontleend aan artikel 78 van het statuut van het Rijkspersoneel, hetwelk een onderscheid maakt tussen de voorlopige voordracht door de onmiddellijke hiërarchische meerdere en de definitieve voordracht door de directieraad. Aangezien het ontwerp niet in een definitieve voordracht voorziet, is er ook geen reden om de voordracht door de onmiddellijke meerdere "voorlopig" te noemen. In het tweede lid schrappe men derhalve het woord "voorlopig".

Ook vervange men in dit artikel het woord "chef" door "meerdere".

Artikel 34 (dat 33 wordt).

Het tweede lid regelt de definitieve oplossing van de schorsing in het belang van de dienst, wanneer op die maatregel een tuchtstraf volgt. Door toe te staan dat voor dezelfde feiten twee straffen worden opgelegd

.../...

als de ambtenaar in het belang van de dienst geschorst is, onderwerpt de tekst de ambtenaren van de Regie aan een minder gunstige regeling dan die welke voor het Rijkspersoneel geldt krachtens het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van Rijksambtenaren in het belang van de dienst. Het ontwerp miskent zodoende het beginsel van artikel 21 van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, volgens hetwelk het personeel van die Regie een even gunstig statuut geniet als het Rijkspersoneel.

Het tweede lid dient dus te worden geschrapt en de definitieve oplossing van de schorsing in het belang van de dienst behoort te worden geregeld in de bepalingen betreffende die schorsing (artikel 93 van het ontwerp).

Artikel 36 (dat 35 wordt).

Dit artikel belast de Minister met het vaststellen van de gevallen en nadere regelen van herziening en verjaring van de straffen. De aldus aan de Minister opgedragen verordeningsbevoegdheid treedt buiten het begrip "in het kader van het statuut vast te stellen uitvoeringsreglement" in de zin van artikel 21, § 2, van de wet van 19 juli 1930. Deze aangelegenheden moeten dus door de Koning worden geregeld.

In de opvatting van de Regering gaat het niet om de verjaring van de straffen, maar om de verjaring van de tuchtvordering en om de doorhaling van de straffen.

.../...

Worden die kwesties niet in het ontwerp-besluit geregeld, dan kan de volgende tekst worden aangenomen :

"Herziening van de straffen op verzoek van de ambtenaar en doorhaling ervan geschieden in de gevallen en op de wijze door Ons te bepalen. De tuchtvordering verjaart onder de door Ons te bepalen voorwaarden".

Artikel 37 (dat 36 wordt).

Voorgesteld wordt :

"De Minister stelt het reglement tot uitvoering van deze titel vast".

Artikelen 38 en 39 (die 37 worden).

De bepaling van artikel 39 zou als tweede lid in artikel 38 moeten staan.

Artikel 40 (dat 38 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 40.-

De ambtenaren worden beoordeeld met de vermeldingen "goed" en "onvoldoende".

.../...

Artikel 43 (dat 41 wordt).

Zoals de tekst is gesteld, zou hij het de ambtenaar mogelijk maken te allen tijde de herziening van zijn beoordeling te vragen. Zo bedoelt de Regering het niet. Bepaald moet dus worden welke gevallen een verzoek om herziening van de beoordeling kunnen wettigen of - indien de Regering de inwerkingtreding van het ontwerp-besluit niet wil vertragen - dat die aangelegenheid in een later koninklijk besluit zal worden geregeld. Voor dit laatste geval wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 41.-

De ambtenaar die de hem toegekende beoordeling betwist, kan beroep instellen bij de raad van beroep.

Onder de door Ons te bepalen voorwaarden kan de ambtenaar bij de raad van beroep een aanvraag om herziening van zijn beoordeling indienen".

Artikel 44 (dat 42 wordt).

Men redigere dit artikel als volgt :

"Artikel 42.-

De Minister stelt het reglement tot uitvoering van deze titel vast".

Artikel 47 (dat 45 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 45.-

Iedere afdeling van de raad van beroep is samengesteld uit :

.../...

a) een door de Minister benoemde voorzitter, die magistraat is;

b) tien assessoren, gekozen uit de vastbenoemde ambtenaren in actieve dienst, die ten minste 35 jaar oud zijn en 15 jaar goede dienst tellen. Zij worden voor de helft aangewezen door de Minister, voor de andere helft door de vakorganisaties in evenredigheid met hun vertegenwoordiging in de syndicale raad van advies van de Regie. De door de vakorganisaties gedane aanwijzingen worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd.

c) een door de Minister aangewezen griffier-rapporteur. Deze is niet stemgerechtigd.

d) plaatsvervangers, namelijk een voorzitter, assessoren en een griffier-rapporteur, aangewezen zoals de gewone leden".

Artikel 49 (dat 47 wordt).

De eis dat zes assessoren aanwezig zijn, maakt het onmogelijk een raad van beroep samen te stellen ingeval het beroep afkomstig is van een der ambtenaren met de hoogste graad.

Om deze moeilijkheid te ondervangen, kan het ontwerp worden aangevuld met een als volgt te redigeren lid :

"Is het onmogelijk het vereiste aantal ambtenaren van de Regie samen te brengen, dan kunnen de tijdelijke assessoren worden gekozen uit de ambtenaren van de Rijksbesturen of van andere instellingen van openbaar nut".

.../...

Artikel 52 (dat 50 wordt).

Ten einde in alle mogelijke gevallen te voorzien, redigere men artikel 50 als volgt :

"Artikel 50.-

Is het advies van de raad van beroep gunstig voor de verzoeker, dan volgt daarop in ieder geval een beslissing van de Minister, die ervan kennis geeft aan de raad van beroep en elke niet met het advies overeenstemmende beslissing motiveert.

Is het advies van de raad van beroep ongunstig voor de verzoeker en was het beroep ingesteld tegen een beslissing, dan sluit het advies de handhaving van de bestreden beslissing in.

Is het advies van de raad van beroep ongunstig voor de verzoeker en was het beroep ingesteld tegen een voordracht, dan volgt op het advies een beslissing van de overheid die door de statuutbepalingen is aangewezen om ter zake een beslissing te nemen".

*

Ter wille van de overeenstemming wordt voorgesteld het laatste lid van artikel 31 van het ontwerp aan te vullen met de woorden : "... overeenkomstig artikel 50".

*

.../...

Artikel 54 (dat 52 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 52.-

De Minister stelt het reglement tot uitvoering van deze titel vast, inzonderheid de aanvullende regelen betreffende de samenstelling van de raad van beroep en de procedureregelen".

Artikel 55 (dat 53 wordt).

Aangezien de Koning bevoegd is om het statuut van het personeel vast te stellen, komt het Hem ook toe de samenstelling van de raad van beheer te bepalen, althans in de mate waarin die raad bevoegd is voor personeelszaken.

De samenstelling van de raad van beheer is een waarborg voor de ambtenaren, en het hiervoren aangehaalde algemene beginsel is derhalve van toepassing. Die samenstelling moet de ambtenaren gelijke voordelen en waarborgen bieden als de Rijksambtenaren.

Het ontwerp moet dan ook worden aangevuld met een bepaling die de samenstelling van de raad van beheer regelt.

Voorgesteld wordt het opschrift van Titel IX als volgt te lezen : "Loopbaan".

*

.../...

Artikel 58 (dat 56 wordt).

Het slot van het eerste lid zou in de Franse tekst moeten luiden : "... en cas de vacance d'un emploi permanent du grade a conférer".

*

In het opschrift van hoofdstuk II dient niet naar artikel 58 maar naar artikel 56 te worden verwezen.

*

Artikel 61 (dat 59 wordt).

Aangezien artikel 4 van het ontwerp de benoemingsbevoegdheid aan de Minister heeft opgedragen, kunnen de woorden "door de Minister" vervallen.

De woorden "die titularis zijn van een graad" schrappe men als overbodig. Die opmerking geldt ook voor andere artikelen (66, 67, enz.).

Artikel 62 (dat 60 wordt).

De Regering bedoelt in het geheel niet, een minder gunstige regeling te treffen voor de ambtenaren van rang 15 die geen drie jaar anciënniteit in die rang, maar meer dan drie jaar anciënniteit in de rangen 15 en 14 samen mochten hebben. De nieuwe tekst die verderop is voorgesteld voor artikel 79, § 2, eerste lid, neemt iedere twijfel daaromtrent weg.

.../...

Met inachtneming van deze opmerking wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 60.-

Bevordering tot graden van rang 16 geschiedt bij keuze uit de ambtenaren van de rangen 15 en 14 met drie jaar graadanciënniteit en die van rang 13 met zes jaar graadanciënniteit".

Artikel 63 (dat 61 wordt).

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 61.-

Bevordering tot graden van rang 15 geschiedt bij keuze uit de ambtenaren van rang 14 alsook uit die van rang 13 voor zover deze laatsten drie jaar graadanciënniteit hebben".

Artikel 64 (dat 62 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 62.-

Bevordering tot graden van rang 14 geschiedt bij keuze uit de ambtenaren van rang 13 met drie jaar graadanciënniteit".

.../...

Artikel 65 (dat 63 wordt).

Het ontwerp eist een gemotiveerde beslissing tot vrijstelling van de benoemingsvoorwaarden en tevens een motivering van het benoemingsbesluit. Voor de vrijstelling van de benoemingsvoorwaarden zal dus een ministeriële beslissing nodig zijn naast en vóór het benoemingsbesluit. Met die ministeriële beslissing om de benoemingsvoorwaarden minder strak te stellen zal derhalve rekening moeten worden gehouden in de oproep tot gegadigden en bij het onderzoek van de kandidaturen bedoeld in artikel 71 (dat 69 wordt). De gemachtigde van de Minister heeft deze interpretatie bevestigd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 63.-

Wegens bijzondere omstandigheden kan de Minister bij een gemotiveerde beslissing, die hij neemt na advies van de raad van beheer, vrijstelling verlenen van de voorwaarden inzake graadanciënniteit, in de artikelen 60 tot 62 bepaald voor de bevordering tot betrekkingen van de rangen 16, 15 en 14.

Het benoemingsbesluit maakt melding van die bijzondere omstandigheden".

Artikel 66 (dat 64 wordt).

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 64.-

Bevordering tot graden van rang 13 geschiedt bij keuze uit de ambtenaren van de rangen 12 en 11 met zeven jaar anciënniteit in niveau 1".

Artikel 67 (dat 65 wordt).

Vergeleken met de vorige artikelen, die bepalen dat de bevordering bij keuze geschiedt, lijkt dit artikel te voorzien in een bevorderingssysteem waarbij gegadigden uit elkaar worden gehouden volgens regelen waaraan de overheid zich dient te houden. Met het begrip "voldoende geschikt" neemt het ontwerp echter in de benoemingsvoorwaarden een gegeven op dat ter beoordeling van de overheid staat. Men kan zich afvragen hoe die geschiktheid zal worden vastgesteld en of zij niet samenvalt met de toekenning van de beoordeling "goed".

Aangezien in beginsel wordt benoemd volgens de rangschikking, waarvan slechts mag worden afgeweken ingeval een gegadigde ongeschikt blijkt te zijn, is het volstrekt nodig - ter controle van de regelmatigheid van een benoeming die niet volgens de rangschikking mocht hebben plaatsgehad - dat in een document wordt vastgesteld om welke redenen een gegadigde niet "voldoende geschikt" is bevonden.

Volgens de gemachtigde van de Minister is het begrip "voldoende geschikt" niet gebonden aan de toekenning van een bepaalde graad van verdienste. De raad van beheer kan een ambtenaar weren als hij hem niet voldoende geschikt acht. Zijn advies moet hij dan motiveren. Maar dat advies zal de Minister niet binden.

.../...

Hieruit volgt dat de Minister in beginsel de rangschikking in acht moet nemen en er alleen van kan afwijken om redenen van ongeschiktheid, die ofwel in het advies van de raad van beheer ofwel, als die raad geen advies heeft uitgebracht, in het benoemingsbesluit zelf moeten zijn opgegeven.

Artikel 68 (dat 66 wordt).

Hier geldt ten aanzien van het begrip "voldoende geschikt" dezelfde opmerking als bij het vorig artikel is gemaakt.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 66.-

Bevordering tot graden van rang 11 geschiedt, in de volgorde van rangschikking, uit de ambtenaren van rang 10 die voldoende geschikt zijn. Zijn er geen gegadigden, dan kan de bevordering geschieden uit de ambtenaren van ten minste rang 24 die vijf jaar anciënniteit in niveau 2 hebben en geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 67".

Artikel 70 (dat 68 wordt).

In de Franse tekst vervange men het woord "détention" door "possession".

.../...

Het begrip "studie die met universitaire studie is gelijkgesteld" is niet bij wet vastgelegd. In plaats van "universitaire of gelijkgestelde studiën" gebruike men derhalve de term "hoger onderwijs" die omschreven is in de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs en gebruikt is in de bij het statuut van het Rijkspersoneel gevoegde tabel.

Het ontwerp moet natuurlijk zo worden verstaan dat het de Minister toestaat te bepalen welk diploma of welke diploma's voor bepaalde graden in aanmerking komen. Dat de eerdergenoemde wet aan het begrip hoger onderwijs een zeer ruime inhoud heeft gegeven, is dus geen bezwaar.

Artikel 71 (dat 69 wordt).

Uit dat artikel, zoals het is geredigeerd, zou kunnen worden afgeleid dat alleen § 1 betrekking heeft op de toepassing van de artikelen 62 tot 69 van het ontwerp, terwijl de §§ 2 en 3 betrekking hebben op de bevorderingen en de veranderingen van graad in alle niveaus.

Volgens de gemachtigde van de Minister is de werkingssfeer van het hele artikel beperkt tot de artikelen 62 en 69.

Derhalve wordt voorgesteld het artikel te verdelen in vier paragrafen, waarvan de eerste als volgt kan worden gelezen :

§ 1. Dit artikel regelt de toepassing van de artikelen 60 tot 67".

.../...

§ 1 (die § 2 wordt).

Het begrip "hiërarchie" schijnt in verband te moeten worden gebracht én met het begrip "afsluiting inzake bevordering" én met dat van "graad die toegang geeft tot een andere graad", welke begrippen worden gehanteerd in de bevorderingsregeling voor het Rijkspersoneel (artikelen 28 en 35 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939).

De gemachtigde van de Minister verklaart dat de hiërarchie voornamelijk gegrond is op de specialisatie van de ambtenaren en moet voorkomen dat ambtenaren met geheel verschillende bedieningen met elkaar in competitie komen.

Het woord "normaal" maakt de in § 1 gestelde regel enigszins onzeker. Men weet immers niet in welke gevallen de benoemende overheid de toestand als niet normaal zal gaan beschouwen en het ministerieel besluit tot vaststelling van de hiërarchie niet zal toepassen. Om die onzekerheid te ondervangen bepale men in het statuut of in het ministerieel uitvoeringsbesluit, in welke gevallen van de regelen tot vaststelling van de hiërarchieën mag worden afgeweken.

Voorgestelde tekst:

"§ 2. De Minister bepaalt de hiërarchieën waarin de ambtenaren kunnen worden bevorderd alsook de gevallen waarin van de regelen tot vaststelling van die hiërarchieën mag worden afgeweken".

.../...

§ 2 (die § 3 wordt).

Wil men dat de overheid het onderzoek van de aanspraken van de benoembare ambtenaren kan beperken tot hen die zich kandidaat hebben gesteld, dan dient te worden bepaald dat de vacatures ter kennis van de ambtenaren worden gebracht. Derhalve wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"§ 3. De Minister bepaalt de wijze waarop de vacature van een bij wege van bevordering of bij wege van verandering van graad te verlenen betrekking ter kennis wordt gebracht van de voor benoeming in aanmerking komende ambtenaren.

Alleen kandidaturen die zijn ingediend in de vorm en binnen de termijnen bepaald door de Minister, worden in aanmerking genomen".

§ 3 (die § 4 wordt).

Eerste lid.

Krachtens deze tekst mogen de ambtenaren naar de vacante betrekkingen dingen bij wege van mutatie, hetgeen mutatie op bevel van de overheid niet uitsluit (zie titel XI). In verband met de kandidatuur van ambtenaren met een gelijkwaardige graad moet worden opgemerkt, dat hun eventuele benoeming een verandering van graad zou meebrengen welke alleen mag plaatshebben onder de voorwaarden bepaald in artikel 76. Het eerste lid moet dus zo worden verstaan dat de aanspraken van gegadigden die reeds een met de te verlenen betrekking gelijkwaardige graad bezitten, alleen worden onderzocht in de gevallen waarin verandering van graad toegestaan is.

.../...

Volgens de gemachtigde van de Minister betekenen de woorden "op dezelfde gronden" dat de kandidaat voor verandering van graad of voor mutatie geen voorrang heeft op de kandidaat voor bevordering.

Tweede en derde lid.

De woorden "Het voorstel is een met redenen omkleed advies" kunnen de indruk wekken dat dit advies ook alleen op de voorgedragen kandidaat betrekking kan hebben. Indien dat zo was zou de benoemende overheid de mening van de raad van beheer over de door haar gekozen kandidaat niet kennen als zij zich niet bij het voorstel van dat college mocht aansluiten. Al hoeft niet te worden geëist dat het advies, als er veel gegadigden zijn, ieder van hen individueel beoordeelt, toch moet het betrekking hebben op alle kandidaturen en moet het de benoemende overheid voorlichten omtrent de voorkeur van de raad van beheer.

In de gevallen dat volgens de rangschikking moet worden bevorderd, kan het met redenen omkleed advies volstaan met het vaststellen van die rangschikking.

Volgens de gemachtigde van de Minister is de ontwerptekst gelijk aan de thans geldende tekst; deze wordt zo geïnterpreteerd dat hij de motivering niet beperkt tot de enige voorgedragen kandidaat.

Het recht van de Rijksambtenaren om door de directieraad te worden gehoord, lijkt een waarborg die ook aan de ambtenaren van de Regie moet worden verleend. Dat recht zou in het statuut moeten worden bekrachtigd.

.../...

Voorgesteld wordt :

"De raad van beheer maakt een voorstel tot bevordering, verandering van graad of mutatie op en geeft een met redenen omkleed advies.

Het voorstel wordt ter kennis gebracht van alle gegadigden. Deze kunnen, volgens door de Minister te bepalen regelen, bezwaar indienen bij de raad van beroep en op hun verzoek door de raad worden gehoord.

Nadat de bezwaarschriften onderzocht zijn, legt de raad van beheer zijn eindvoorstel en zijn met redenen omklede advies, eventueel gewijzigd, aan de Minister voor. Hij voegt er de bezwaarschriften bij. Als de raad van beheer zijn aanvankelijke voorstel wijzigt, wordt het nieuwe voorstel ter kennis van gegadigden gebracht".

*

* *

De hiervoren voorgestelde tekst, die verwijst naar de toepassing van de artikelen 60 tot 67, brengt mede dat niet is voorzien in enige procedure voor onderzoek van de kandidaturen voor benoeming tot rang 17. Een advies van de raad van beheer kan in dit geval bezwaarlijk worden geëist, daar de leden van de raad voor het merendeel rechtstreeks belang hebben bij de benoeming. Toch is het volstrekt nodig, gegadigden de gelegenheid te geven om zich kandidaat te stellen en hun aanspraken te doen gelden. Voorgesteld wordt na artikel 71, dat 69 wordt, een nieuw artikel in te voegen, als volgt :

.../...

"Artikel 70.-

Artikel 69, § 3, is mede van toepassing op de bevordering tot graden van rang 17".

Artikelen 72 en 73, eerste lid
(die artikel 71 worden).

De Minister heeft alleen verordeningsbevoegdheid om de reglementen tot uitvoering van het statuut vast te stellen. Het ontwerp treedt buiten de grenzen van wat de Minister aan verordenende bevoegdheid opgedragen kan worden, waar het hem bevoegd maakt om alle regelen inzake bevordering in de niveaus 2, 3 en 4 vast te stellen - op de ene regel na welke de Koning zelf bepaalt in de tweede volzin van artikel 72. Op te merken valt dat het ontwerp het aan de Minister overlaat, uit te maken of de benoeming naar keuze zal geschieden uit de ambtenaren die aan de door de Koning gestelde eis voldoen, dan wel of de keuze hetzij bepaald, hetzij beperkt zal worden door aanvullende benoemingseisen welke de Minister vaststelt.

Aangezien de hiërarchie in artikel 3 niet volgens de graden maar volgens de rangen is vastgesteld, lijkt het verkieslijk een anciënniteit van drie jaar te eisen in de onmiddellijk lagere rang in plaats van in de onmiddellijk lagere graad.

Voorgestelde tekst (voor artikel 72 en artikel 73, eerste lid, van het ontwerp), met inachtneming van de amendementen ingediend door de gemachtigde van de Minister :

"Artikel 71.-

§ 1. Dit artikel is van toepassing op de bevorderingen tot graden van de niveaus 2, 3 en 4.

.../...

§ 2. Ambtenaren die geen drie jaar anciënniteit hebben in een graad van de rang onmiddellijk beneden die van de te verlenen graad, kunnen niet worden bevorderd.

Voor de bevordering tot de graden van de niveaus 3 en 4 kan de Minister echter de graden bepalen die toegang verlenen tot een hogere graad, en een geringere anciënniteit vaststellen dan voor bevordering tot die graad is vereist.

§ 3. Voor de toepassing van § 2 en in afwijking van artikel 3, § 1, moeten gelijkwaardig worden geacht de graden "eerste" en "monteerder" en de graden die toegang tot die graden geven.

§ 4. Voor de door Ons te bepalen graden geschiedt de bevordering bij keuze volgens de door Ons te bepalen regelen en procedure.

§ 5. Voor de andere graden is de bevordering afhankelijk van het slagen voor een vergelijkend examen of voor een examen.

De Minister bepaalt de voorwaarden voor het deelnemen aan en het slagen voor de examens en vergelijkende examens, het programma van die examens, de volgorde waarin de geslaagden met het oog op de benoeming worden gerangschikt, de inzake benoeming te volgen procedure, alsook de geldigheidsduur van de examens en vergelijkende examens".

In een op 22 december 1972 ingediend amendement heeft de Minister voorgesteld de in § 5, tweede lid, bedoelde bevoegdheden op te dragen aan de administrateur-generaal. Een

.../...

zodanige opdracht van bevoegdheid in de tweede graad met het doel de administrateur-generaal een verordeningsbevoegdheid te laten uitoefenen, gaat 's Konings bevoegdheid te buiten. Met het amendement is dan ook geen rekening gehouden.

Artikel 73, tweede lid (dat 72 wordt).

De gemachtigde van de Minister heeft verklaard dat de afwijkingen van de anciënniteitsvoorwaarden thans geregeld zijn bij wege van een opdracht van bevoegdheid, die liefst wordt gehandhaafd.

Een zodanige opdracht van bevoegdheid met het doel afwijkingen van een verordeningsbepaling toe te staan, gaat 's Konings bevoegdheid te buiten om de redenen die zijn uiteengezet naar aanleiding van § 5 van het door de Raad van State voorgestelde artikel 71.

Nu het tweede lid een afzonderlijk artikel wordt, moet het woord "hij" worden vervangen door "de Minister".

Artikel 76 (dat 75 wordt).

Niet in alle gevallen zullen bijzondere regelen moeten worden gesteld voor benoeming door verandering van graad, of zal moeten worden voorzien in het nagaan van de geschiktheid.

Derhalve wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te redigeren :

.../...

"Wegens de aard van het te verlenen ambt kan de Minister, onverminderd, voor de benoemingen in niveau 1, artikel 69, §§ 3 en 4, de voorwaarden en nadere regelen inzake verandering van graad vaststellen. Hij kan de verandering van graad afhankelijk stellen van een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid die vereist is voor het uitoefenen van het ambt van de te verlenen graad. In dat geval bepaalt hij de nadere regelen van dat onderzoek".

Artikel 77 (dat 76 wordt).

Men vervange de woorden : "volgens de rangschikking die voor hun benoeming in aanmerking werd genomen" door : "naar de volgorde van hun benoeming".

Artikel 79 (dat 78 wordt).

§ 2. Aangezien de zeer talrijke graden van de hiërarchie tot een geringer aantal rangen zijn teruggebracht, en voor bevordering in de regel een anciënniteit zal worden geëist, niet in een bepaalde graad maar in een bepaalde rang, wordt voorgesteld § 2, eerste lid, te redigeren zoals artikel 65, § 1, van het statuut van het Rijkspersoneel. Zo kan het tweede lid vervallen.

*

Er is geen volkomen overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie : de Franse term "formel" is niet weergegeven in het Nederlands. Ook in artikel 65, § 1, van het statuut van het Rijkspersoneel bestaat dezelfde discrepantie.

.../...

Artikel 80 (dat 79 wordt).

Betwisting kan worden voorkomen als in het statuut wordt bepaald welke overheid bevoegd is om tot mutatie te besluiten. Derhalve wordt voorgesteld artikel 80 (dat 79 wordt) aan te vullen met een als volgt te redigeren lid :

"Tot mutatie wordt besloten door de Minister, die deze bevoegdheid voor de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4 kan opdragen aan een ambtenaar met ten minste rang 16".

Artikel 81 (dat 80 wordt).

Het eerste lid van dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Mutaties kunnen worden opgelegd in het belang van de dienst of wanneer zij noodzakelijk zijn hetzij wegens ontstentenis van betrekking, hetzij wegens lichamelijke ongeschiktheid".

Artikel 83 (dat 82 wordt).

Volgens de gemachtigde van de Minister zal de ambtenaar zich tot de raad van beroep kunnen wenden zodra de maatregel door zijn toedoen noodzakelijk wordt, met andere woorden zelfs als de maatregel gegrond is op een gedraging waar geen schuld mee gemoeid is. Bedoelt de Regering het werkelijk zo, dan is haar bedoeling niet juist weergegeven in de Nederlandse tekst.

.../...

Men leze het artikel als volgt :

"Artikel 82.-

Wanneer het door toedoen van de ambtenaar noodzakelijk wordt bevonden hem in een andere werkkring te plaatsen, kan tegen de mutatie beroep worden ingesteld overeenkomstig het bepaalde in titel VII ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 84 (dat 83 wordt).

Voorgesteld wordt :

"De Minister stelt het reglement tot uitvoering van deze titel vast".

Artikel 85.

Artikel 76 van het statuut van het Rijkspersoneel dat hier wordt overgenomen, kan niet worden aangepast aan de bijzondere toestanden die bij de Regie bestaan. De gemachtigde van de Minister is het hiermee eens en stelt voor dit artikel te schrappen; dit brengt mee dat ook de woorden "en overplaatsing" in het opschrift van Titel XI moeten worden geschrapt.

Artikelen 86 tot 88.

Deze artikelen voegen in het ontwerp gegevens in uit de bezoldigingsregeling van het personeel van de Regie, waarvoor krachtens artikel 21, § 2, van de wet van 19 juli 1930, het akkoord van de Minister van Financiën vereist is.

.../...

Andere bepalingen die voorzien in de toekenning van toelagen of vergoedingen aan het Rijkspersoneel, moeten op de ambtenaren van de Regie toepasselijk verklaard worden krachtens het beginsel dat zij een even gunstig statuut moeten genieten als het Rijkspersoneel.

Het lijkt niet logisch dat sommige regelen tot vaststelling van de bezoldiging van de Regieambtenaren in hun administratief statuut, de overige in een bezoldigingsregeling worden opgenomen. Derhalve wordt voorgesteld de artikelen 86 tot 88 van het ontwerp achterwege te laten en de bepalingen die de bezoldigingsregeling uitmaken, op te nemen in een afzonderlijk koninklijk besluit; dit moet dan voor akkoord worden voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort en aan de Minister van Financiën.

*

Een aantal bepalingen van het ontwerp werken met het begrip lichamelijke geschiktheid, maar niet bepaald wordt hoe die geschiktheid wordt nagegaan. Het ministerieel besluit van 22 december 1965 betreffende het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid van de kandidaten voor de betrekkingen van de Regie van telegrafie en telefonie, draagt dat onderzoek op aan een door de Regie erkende geneeskundige dienst. Uit inlichtingen welke de gemachtigde van de Minister heeft verstrekt, blijkt dat de Administratieve Gezondheidsdienst, die krachtens het koninklijk besluit van 25 juli 1969 de Sociaal-Medische Rijksdienst geworden is, op grond van een overeenkomst met de Regie thans bevoegd is voor dezer personeel. In het ontwerp zou dan ook moeten worden bepaald dat de Sociaal-Medische Rijksdienst bevoegd is voor het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid van de kandidaten voor betrekkingen bij de Regie en van de ambtenaren van de Regie.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld in het ontwerp een nieuwe titel in te voegen, die in de plaats kan komen van titel XII en als volgt kan worden geredigeerd :

"TITEL XII - Lichamelijke geschiktheid.

Artikel 84.

Het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid van de kandidaten voor betrekkingen van de Regie en van de ambtenaren van de Regie wordt door de Sociaal-Medische Rijksdienst verricht volgens de procedure die voor het Rijkspersoneel is bepaald".

Wegens deze voorziening zou het ontwerp voorgedragen of althans medeondertekend moeten worden door de Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu en Gezin.

Artikel 92 (dat 88 wordt).

De Minister heeft alleen verordeningsbevoegdheid om de reglementen tot uitvoering van het statuut vast te stellen. Het ontwerp treedt buiten de grenzen van wat de Minister aan verordenende bevoegdheid opgedragen kan worden, waar het hem bevoegd maakt om alle voorwaarden vast te stellen voor het toekennen van verlof.

De bepaling van het eerste lid, 4°, zou in overeenstemming moeten worden gebracht met het koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die in vredestijd militaire prestaties verrichten, hetwelk door

.../...

het koninklijk besluit van 19 januari 1971 werd aangevuld om erin op te nemen de diensten bedoeld in het statuut van de gewetensbezwaarden.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld, artikel 92 van het ontwerp als volgt te redigeren :

"Artikel 88.-

Onder de door Ons te bepalen voorwaarden krijgt de ambtenaar in actieve dienst verlof :

...;

...;

...;

4° voor het verrichten in vredestijd hetzij van sommige militaire prestaties, hetzij van diensten op grond van artikel 18 van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

...;

...;

...;

11° ... .

In de gevallen vermeld onder 7° en 8° wordt de wedde vastgesteld in evenredigheid met de prestaties van de ambtenaar.

(voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 93 (dat 89 wordt).

Inzake preventieve schorsing krijgt de Minister volle bevoegdheid. De Koning stelt immers zelf geen enkele regel, behalve die dat de ambtenaar preventief geschorst kan worden. Een zodanige bevoegdheidsopdracht is overdreven. Het is zaak van de Koning de desbetreffende beginselen vast te stellen, steeds met de verplichting voor ogen om het personeel van de Regie een even gunstig statuut te geven als het Rijkspersoneel. Dat klemt des te meer daar de bepalingen die op grond van artikel 93 zullen worden vastgesteld, zoals bij de bespreking van artikel 34 is gezegd een oplossing zullen moeten brengen inzake de gevolgen van de voorlopige schorsing.

Artikel 94 (dat 90 wordt).

In het tweede lid wordt een overdreven bevoegdheid aan de Minister opgedragen. Het is zaak van de Koning de voorwaarden te bepalen voor benoeming en bevordering tot een hogere wedde.

Artikel 96 (dat 92 wordt).

In verband met het bepaalde onder 1° moge worden herhaald, dat het personeel van de Regie niet op een minder gunstige wijze mag worden behandeld dan het Rijkspersoneel; het ministerieel besluit tot uitvoering van die bepaling - die overgenomen is onder 3° van de hierna voorgestelde tekst - zal dus rekening moeten houden met de regelen die zijn neergelegd in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die in vredestijd militaire prestaties verrichten.

/

De Minister hoeft geen voorwaarden te stellen wat betreft het bepaalde onder 2° en 3° van de ontwerp-tekst. De tekst onder 2° spreekt immers voor zichzelf. Voor 3° geldt de bij artikel 92 van het ontwerp gemaakte opmerking, dat het zaak van de Koning is de voorwaarden van het verlof wegens opdracht vast te stellen.

Het is dus voldoende aan de Minister bevoegdheid op te dragen voor het onder 1° bedoelde geval.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 92.-

Onverminderd het bepaalde in artikel 98 is de ambtenaar in non-activiteit :

1° wanneer hij, zonder toestemming of zonder aannemelijke reden, afwezig blijft of de duur van zijn verlof overschrijdt;

2° wanneer hij toestemming heeft tot het voortzetten van een opdracht die niet erkend is als van algemeen belang te zijn;

3° wanneer hij in vredestijd de militaire prestaties verricht waarvan aard en duur door de Minister worden bepaald".

Artikelen 98 tot 101 (die 94 tot 97 worden).

De bevoegdheid die in de artikelen 98 en 100 van het ontwerp aan de Minister wordt opgedragen, betreft een aangelegenheid die door de Koning dient te worden geregeld. Hiervoor is een koninklijk besluit nodig, dat onder meer zal

.../...

moeten voorzien in de mogelijkheid van beroep bij de raad van beroep tegen het voorstel om een ambtenaar in disponibiliteit te stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

In beide artikelen dienen derhalve de woorden "door de Minister" te worden vervangen door de woorden "door de Koning".

*

Het tweede lid van artikel 101 van het ontwerp redigere men als volgt :

"Hij moet binnen de door de Minister of zijn gemachtigde bepaalde tijd het hem toegewezen ambt bekleden".

Artikel 102 (dat 98 wordt).

Onder 4° kan deze bepaling beter als volgt worden geredigeerd :

"4° die, zonder aannemelijke reden, verzuimen hun dienst te hernemen bij het verstrijken van een periode van disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden".

De Franse tekst onder 5° moet als volgt worden gelezen :

"5° qui se trouvent dans l'un des cas où ...".

*

.../...

Om de reden die is opgegeven in de opmerking bij het eerste en het tweede lid van de aanhef, wordt voorgesteld titel XV betreffende de pensioenen achterwege te laten.

*

Artikel 105 (dat 100 wordt).

Men schrappe het woord "koninklijk".

Artikel 106.

Voorgesteld wordt, dit artikel achterwege te laten. Het herhaalt alleen een algemeen aangenomen interpretatieregel die reeds neergelegd is in artikel 21, § 2, van de wet van 19 juli 1930.

Het ontwerp zou moeten voorzien in de uitdrukkelijke opheffing van de thans geldende verordeningsbepalingen welke het geheel vervangt. Naar gelang van het geval kunnen dat zijn : ministeriële besluiten vastgesteld op grond van artikel 3 van de wet van 19 juli 1930, ministeriële besluiten vastgesteld op grond van artikel 18 van de wet van 16 maart 1954, of koninklijke besluiten vastgesteld op grond van artikel 11 van de wet van 16 maart 1954.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. TAPIE, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.